

La consolidation de la paix dirigée localement pour une paix durable en Colombie

Rédigé par : Cassandre Mercier

Numéro étudiant : 6973108

Supervisé par : Marie-Christine Doran

Date de soumission : le 13 août 2020

Afin de satisfaire aux exigences du Mémoire de recherche API 6999

Et

De la maîtrise en Affaires publiques et internationales



uOttawa

École supérieure d'affaires
publiques et internationales

Graduate School of Public
and International Affairs

École supérieure d'affaires publiques et internationales

Université d'Ottawa

Remerciements

J'aimerais prendre le temps de remercier Professeure Marie-Christine Doran pour la supervision de ce mémoire, pour ses encouragements et pour ses commentaires fort constructifs et pertinents.

J'aimerais également remercier ma famille et mes amis pour leur soutien constant tout au long de ce processus et de mes études. Une mention particulière à ma mère pour son dévouement et son écoute.

Je suis très reconnaissante d'avoir pu poursuivre mes études à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa, des nombreuses opportunités qui m'y ont été offertes et des amitiés qui ont été forgées.

Table des matières

Résumé	5
Introduction	6
Chapitre 1 : Mise en contexte	11
1.1 Histoire du conflit et ses acteurs	11
1.2 L'accord de paix et ses aspect innovants	17
Chapitre 2 : Les défis persistants dans la mise en œuvre des dispositions de l'accord de paix	21
2.1 Polarisation des opinions au sujet de l'accord de paix	22
2.2 Délais dans la mise en œuvre des accords	27
2.3 Recrudescence de la violence généralisée	30
Chapitre 3 : Les pouvoirs des dirigeants sociaux et organisations locales colombiennes	34
3.1 Action de la société civile colombienne	35
3.2 Connaissances et confiance	37
3.3 Légitimité, crédibilité et appropriation du processus de paix	40
3.4 Pragmatisme des initiatives	42
Chapitre 4 : Le rôle de l'État colombien et des acteurs externes	46
4.1 L'État colombien	47
4.2 Communauté internationale	49
Conclusion	56
Annexe	60
Bibliographie	61

Liste d'abréviation

AUC : Autodefensas Unidas de Colombia

BACRIMS : Bandas criminales / groupes criminels

CPI : Cour pénale internationale

ELN : Armée de libération nationale

FARC-EP : Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple

JSP : Juridiction spéciale pour la paix

M.19 : Movimiento 19 de Abril

NCHM : National Centre for Historical Memory

OHCHR : Office of the High Commissioner for Human Rights

ONG : Organisation non-gouvernementale

ONU : Organisations des Nations unies

ONUAA : Organisations des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

OSC : Organisations de la société civile

PNIS : Plan national global de substitution des cultures illicites

TPI : Tribunal pénal international

Résumé

À l'issue de quatre ans de négociation de paix, le gouvernement colombien et les FARC-EP ont signé un important accord de paix en 2016, représentant une lueur d'espoir pour ce pays déchiré par la violence depuis plusieurs décennies. À ce jour, ce processus d'accord de paix est considéré comme étant le plus inclusif, créant ainsi un précédent mondial vers l'inclusion et la participation politique des groupes historiquement marginalisés, en particulier les femmes et les peuples autochtones. Les parties impliqués dans les négociations y ont développé des stratégies et des techniques innovantes qui ont contribué à éclaircir les débats sur la sécurité, les droits de la personne, la consolidation de la paix ainsi que le droit international aux niveaux régional et mondial. Toutefois, une recrudescence de la violence, particulièrement dirigée vers les dirigeants sociaux et défenseurs des droits de la personne, démontre que ces gains ne semblent pas être suffisants pour assurer une réelle consolidation durable de la paix en Colombie. Non seulement l'accord de paix est fragilisé quotidiennement par des défis multi factoriels, mais il semble également y avoir des problèmes au niveau de l'incorporation de la société civile et de ses leaders dans les efforts nationaux pour la mise en œuvre des accords de paix. Par le biais d'une analyse approfondie de la conjoncture critique devant laquelle le gouvernement colombien doit se positionner afin de résoudre son dilemme, nous constaterons que, malgré les efforts remarquables déployés pour conclure un accord de paix, sa mise en œuvre efficace est un processus complexe qui exige une inclusion accrue des intérêts et une participation active des acteurs locaux, ainsi que leur protection et sécurité, tout en étant soutenu par des acteurs étatiques et internationaux.

Introduction

L'année 2016 fut très significative pour le pays de la Colombie puisqu'elle a été marquée par la signature d'un accord de paix qui a permis de mettre fin à un combat des plus durables des temps modernes, soit le conflit armé colombien (1964-2016). En effet, le 24 novembre 2016, un accord de paix a été signé entre le gouvernement de Juan Manuel Santos (2010-2018) et le groupe de guérilla le plus important au pays, les FARC-EP, dirigé par Rodrigo Londoño, surnommé Timochenko. Ce geste mettait fin à un conflit qui aura duré plus d'une cinquantaine d'années et aura fait plus de 220 000 morts.¹ Il est toutefois important de noter que les FARC-EP ne sont pas les seuls responsables des actes de violences qui ont été commis durant cette période. En effet, d'autres groupes de guérillas, dont l'ELN et le M.19 ont été très actifs et/ou continuent de l'être encore aujourd'hui. Les actes de violence peuvent être aussi être attribués aux paramilitaires ainsi qu'aux forces militaires. Le rapport *BASTA YA! Colombia: Memories of War and Dignity* (2013) rédigé par NCHM fait état de la grande diversité des auteurs de ces actes de violences et permet de relater la vérité à propos de l'intensité de la violence durant le conflit et la diversité des auteurs de cette même violence. En effet, ce rapport a également permis d'établir le bilan des victimes de tous les groupes armés et de l'État. Il y est rapporté, entre autres, que parmi les 23 161 personnes victimes d'assassinats sélectifs entre 1981 et 2012, des groupes paramilitaires seraient responsables de 38.4% de ce type d'assassinat, tandis que des groupes non-identifiés le seraient pour 27.7%, les groupes de guérillas pour 16.8% et les forces de sécurité étatiques pour 10.1%.² Cela démontre que, bien que les FARC-EP sont les auteurs de nombreux actes violents en Colombie, ils ne sont pas les uniques responsables de la violence ayant ravagé le pays durant plusieurs décennies.

Au cours de ces négociations, les parties impliquées se sont engagées dans des pourparlers de paix dans le but de mettre fin à la lutte armée et au cycle de violence entre les FARC-EP et la

Colombie. Les parties y ont développé des stratégies et des techniques innovantes qui ont contribué à éclaircir les débats sur la sécurité, les droits de la personne, la consolidation de la paix et le droit international aux niveaux régional et mondial.

L'accord de paix a principalement réussi à mettre un terme aux activités des FARC-EP et d'officialiser leur renonciation à leur intention d'accéder au pouvoir par les armes et aussi d'accepter le processus démocratique colombien pour atteindre leurs objectifs politiques. De son côté, le gouvernement colombien a profité de ces négociations pour attester à la communauté internationale que les crimes de guerres et contre l'humanité ne demeureront pas impunis et que les droits des victimes à la justice seront satisfaits.³

Toutefois, ces gains ne semblent pas être suffisants pour assurer une réelle consolidation durable de la paix en Colombie. À cet effet, celle-ci se révèle déjà très fragilisée et doit affronter des défis multi factoriels. La polarisation de la société face à cet accord de paix, les retards dans la mise en œuvre de ces dispositions ainsi que la recrudescence d'une violence généralisée dans les zones affectées par le conflit représentent des défis de taille et menacent continuellement la consolidation durable de la paix en Colombie.

La signature de ces accords de paix incarnait une lueur d'espoir pour ce pays déchiré par la violence depuis de nombreuses décennies. C'est maintenant d'une évidence incontestable que les vraies victimes de cette guerre civile soient les citoyens, particulièrement ceux dans les zones rurales, là où la majorité des actes de violence ont été perpétrés. Dans ces régions, la paix était perçue comme une opportunité historique de développement, ouvrant la voie vers le pardon mettant potentiellement un terme au cycle de la violence. Dans leurs efforts afin de parvenir à un accord de paix, le gouvernement colombien et les FARC-EP se sont assurés de positionner les intérêts des

victimes du conflit au cœur du processus et de prioriser la restitution, l'indemnisation et la réhabilitation. À ce jour, ce processus d'accord de paix est considéré comme étant le plus inclusif, créant un précédent mondial vers l'inclusion et la participation politique des groupes historiquement marginalisés, en particulier les femmes et les peuples autochtones.⁴ Toutefois, même si la société civile et ses leaders constituent un élément clé de l'infrastructure pour l'obtention de la paix en Colombie, il semble y avoir des problèmes au niveau de leur incorporation dans les efforts nationaux pour la mise en œuvre des accords de paix. La collaboration étroite tant promue entre les dirigeants et la société colombienne lors des négociations est menacée quotidiennement par leur manque de sécurité physique. Les dirigeants sociaux qui défient le pouvoir ou les groupes criminels se font assassiner à un rythme comparable aux pires années du conflit armé et les auteurs de ces crimes agissent en toute impunité. Le manque d'actions concrètes par le gouvernement colombien pour résoudre cette situation violente menace à tous les jours les efforts locaux de mise en œuvre du processus de paix. *Programa Somos Defensores* rapporte que seulement dans les trois premiers mois de 2020, 47 leaders sociaux ont été assassinés et 197 agressions ont été commises contre ce même groupe d'individus.⁵ Bien que les sources soient multiples, cette violence peut majoritairement être attribuée au BACRIMS. Il s'agit de groupes armés réorganisés en bandes criminelles exerçant des fonctions de contrôle territorial, social et économique exercées par des moyens violents.⁶ Ils sont surtout composés d'anciens paramilitaires et de narcotrafiquants profitant de la démobilisation des FARC-EP afin de s'appropriier les territoires de ces derniers.

Ainsi, nous en venons à nous poser la question suivante : Compte tenu de la violence et des défis actuels dans la mise en œuvre des accords de paix de 2016 en Colombie, faudrait-il s'appuyer davantage sur le pouvoir des organisations locales et des initiatives de consolidation de la paix dirigées localement pour construire une réelle paix durable dans le pays ? De plus, quelles seraient

les conditions et/ou les réformes déterminantes permettant d'atteindre cet objectif ? Dans le cadre de ce mémoire, l'hypothèse que nous soutiendrons est que l'inclusion d'acteurs et d'organisations issus de la société civile locale semble être le paradigme essentiel afin de poursuivre le processus d'une consolidation de la paix plus légitime et viable en Colombie. C'est au niveau local que les conflits sont exacerbés par la discrimination, les désavantages et l'exclusion et là où la violence est excessive et omniprésente. Ainsi, il nous semble inconcevable que ces acteurs locaux ne soient pas davantage impliqués et protégés dans la phase de mise en œuvre des dispositions de l'accord de paix, et ce, malgré leurs efforts d'y contribuer activement et leurs propres initiatives dirigées localement. Ultimement, ces initiatives locales affrontent des problèmes quotidiens qui ont le potentiel de déclencher une reprise des conflits si ceux-ci ne sont pas désamorçés.

Dans une tentative d'adresser cette question et d'avancer notre hypothèse, la nature de ce mémoire sera qualitative et sera divisé en quatre chapitres. Le premier chapitre servira, tout d'abord, à établir une mise en contexte de la situation par le biais de revue littéraire historique du conflit afin d'en élucider les causes profondes, mais aussi pour illustrer sa complexité déroutante due à la quantité étonnante de groupes d'acteurs impliqués. Ce chapitre présentera également le processus de paix qui fut initié en 2012 entre le gouvernement colombien et les FARC-EP ainsi que le texte final de l'accord de paix tout en abordant ses aspects innovants. De nombreux documents et outils de communication gouvernementaux seront consultés. Dans le deuxième chapitre, nous traiterons des défis principaux qui menacent constamment la consolidation durable de la paix, soit la polarisation de la société colombienne, les délais dans la mise en œuvre des dispositions de l'accord de paix ainsi que la recrudescence de la violence généralisée mais aussi ciblée contre les leaders sociaux au niveau local. Ceci est essentiel afin de bien cerner la situation de fragilité en Colombie, malgré la signature de l'accord de paix en 2016. Une étude des défis permettra ainsi de

comprendre que l'État ne pourra parvenir seul à la consolidation durable de la paix et que cette collaboration est des plus urgentes. Pour ce faire, de nombreux rapports rédigés par des centres d'observation, des organisations internationales et locales ainsi que des articles de journaux seront consultés. Dans le troisième chapitre, nous procéderons à une analyse et à une étude pour justifier les moyens d'influence positive véhiculés par les dirigeants sociaux et les organisations locales dans leurs efforts de consolidation de la paix en Colombie. En fait, sans leur inclusion et participation, l'accord de paix ne pourra être viable. Pour y parvenir, nous étudierons les travaux de plusieurs spécialistes dans les domaines de la consolidation de la paix dirigée localement et du conflit colombien. Finalement, le quatrième et dernier chapitre de ce mémoire dressera le constat que, malgré l'importance de s'appuyer davantage sur le pouvoir des dirigeants sociaux et des organisations locales, ceux-ci ne pourront réussir ou diriger sans le soutien externe de l'État et de la communauté internationale dans les efforts de consolidation de la paix.

Ce travail de recherche empruntera l'approche analytique de la transformation des conflits (particulièrement présente dans le chapitre trois) développée par John Paul Lederach, expert dans le domaine de la réconciliation internationale, car il s'agit d'un cadre analytique pertinent pour comprendre le concept de la consolidation de la paix dirigée localement. La théorie de la transformation des conflits met en évidence le rôle des individus et des groupes dans la création de réalités pacifiques. Développée à partir du travail de Lederach en Colombie, cette théorie vise à soutenir la diversité dans la vie quotidienne⁷. Elle se concentre également sur la réconciliation durable et la consolidation de la paix au sein des sociétés en défiant la violence dans les institutions et en réinventant le rôle de l'éducation dans le processus de paix⁸. La théorie de la transformation des conflits respecte la pertinence des connaissances et des pratiques possédées par les personnes dans divers contextes, encourageant l'autonomisation ainsi que le développement des capacités grâce à

l'utilisation durable et l'adaptation des ressources locales.⁹ Finalement, Lederach encourage une large compréhension de la consolidation de la paix qui inclut la justice réparatrice, le développement socio-économique et le changement culturel¹⁰, qui sont tous des enjeux véritables dans le processus de consolidation durable de la paix en Colombie.

Chapitre 1 : Mise en contexte

1.1 Histoire du conflit et ses acteurs

Le conflit colombien en est un qui est particulièrement complexe dû à ses origines, à sa longévité et à la multitude des acteurs qui y sont impliqués. Le phénomène de violence politique est profondément ancré dans l'histoire de la Colombie, et ce, même avant l'obtention de son indépendance en 1810. Le territoire du pays a été très longtemps fragmenté en raison des difficultés de communications causées par sa géographie au relief montagneux. À travers les années, les partis libéral et conservateur ont encadré la population et inculqué des identités collectives tout en l'entraînant dans d'innombrables guerres intestines. « Le paradoxe est que les turbulences sociétales n'ont presque jamais remis en cause l'hégémonie des élites économiques et sociales : ce qui explique l'exceptionnelle stabilité institutionnelle de la Colombie. »¹¹ En fait, ce fut la réalité jusqu'au jour où la vie politique colombienne bascula en 1948. L'assassinat du candidat libéral à la présidence, Jorge Eliécer Gaitán, initia de nombreux affrontements brutaux entre les Partis libéral et conservateur pendant près d'une décennie. Ce conflit est connu sous le nom « *La Violencia* ». Durant cette période, il y a eu un profond déchirement structurel de la société colombienne et de vives tensions entre grands propriétaires terriens et paysans en situation de quasi-servage. Vers la fin des années 1950, il y a eu un renouement d'un dialogue entre les deux clans, « lesquels s'entendent alors pour une recomposition du paysage politique et un partage des pouvoirs à leur

avantage exclusif»¹² en créant une coalition, soit le Front National. Par contre, cela a mené à la création de divers mouvements d'opposition, « en réaction à cette confiscation du pouvoir par les élites dominantes, provenant pour l'essentiel de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens.»¹³

L'un des plus importants mouvements d'opposition et l'un des plus redoutables est le groupe de guérilla des FARC-EP. Bien que sa formation ait été initiée dans le contexte des luttes agraires précédant la période de *La Violencia*, celle-ci a solidifié la nécessité indispensable des FARC-EP et lui a permis d'aller chercher le soutien d'une plus grande partie de la population rurale lors de la création officielle des FARC-EP, en 1964. En effet, originalement lié au Parti communiste colombien, l'objectif principal des FARC-EP était de défendre les intérêts des travailleurs agricoles, des producteurs indépendants et des petits propriétaires.¹⁴ La coalition du Front national, créé au terme de *La Violencia*, a complètement exclu ces groupes de citoyens. Cela s'explique par le fait que les élites économiques et politiques alternent le pouvoir entre elles. Ainsi, la concentration de l'accès aux ressources et la répartition de la richesse ne fait qu'exacerber la tension entre les grands propriétaires terriens et les paysans. Les forces d'opposition désavouent le système politique en vigueur et, par le biais d'actions politiques informelles et illégales remettent en cause la légitimité même du pouvoir. Par ailleurs, pour contrer la radicalisation de l'aile gauche, le « Front National prône une autonomisation croissante des forces armées dans la gestion de l'ordre public et de la quasi-monopolisation du pouvoir par l'exécutif.»¹⁵ Il est important de constater l'apparition de d'autres guérillas d'ordre gauchiste et communiste, telles que l'ELN en 1964 et le M.19. Bien que l'année exacte de la fondation du M.19 n'est pas connue, plusieurs sources identifient la première partie des années 1970 comme étant le début des activités de ce groupe.¹⁶

Toutefois, même si les FARC-EP et l'ELN sont des groupes des guérillas, ceux-ci ne représentaient pas un seul mouvement uni et se sont mutuellement attaqués à plusieurs reprises.

Afin d'appuyer l'armée colombienne dans ses actions anti-insurrectionnelles contre les différentes guérillas, le gouvernement a promulgué un décret en 1965 visant la mise en place de groupes armés irréguliers composés de civils, soit les forces paramilitaires. Vers la fin des années 1980, les propriétaires fonciers ont commencé à organiser des forces paramilitaires de droite ou privées avec l'assistance des militaires de l'État afin de protéger leurs terres et leurs villages contre les groupes de guérillas. Toutefois, les groupes paramilitaires colombiens sont rapidement devenus « autonomous armies with their own doctrine, chain of command, sophisticated weaponry, and most important, the aim to regulate social life in the regions where they operate. »¹⁷ Même s'ils étaient intimement liés au trafic illégal de drogues et qu'ils faisaient usage de violence extrêmement brutale, les groupes paramilitaires bénéficiaient d'un soutien politique important à l'époque.

À partir des années 1970, la Colombie a connu une urbanisation effrénée et une valorisation considérable de scolarisation secondaire et universitaire. Ainsi, les mécanismes traditionnels des partis pour l'expression des tensions sociales dans les communautés rurales commencent à s'affaiblir. « The heterogeneity of the National Front made reform efforts appear too timid to Secure middle and working class support and mobilization, but too excessive for some of the regional and local elites. »¹⁸ Ce contexte politique complexe et embrouillé pour le Front national donne un élan supplémentaire aux mouvements d'opposition des guérillas, qui se développent fortement dans cette période des années 70.

Au début des années 1980, les FARC-EP et surtout le M.19 se démarquaient parmi les guérillas les plus actives. Le M.19 constituait alors un mouvement d'opposition armé atypique dû à la

composition de ses membres, provenant principalement des classes moyennes et des milieux universitaires. « Tout au long de la décennie 1980, le M.19 s'est illustré par des opérations aussi spectaculaires qu'éphémères qui ont fini par amenuiser son capital de sympathie auprès de la population alors que se renforçaient militairement les FARC-EP et l'ELN.»¹⁹ En effet, ces deux groupes de guérillas ont adopté des stratégies politico-militaires offensives en dédoublant les fronts de guerre existants et en diversifiant leurs sources de financement. Grâce au commerce illicite de la drogue, les guérillas ainsi que les organisations paramilitaires ont pu accroître leurs effectifs, la qualité de leur armement et la magnitude des confrontations.²⁰ Leur implication dans ce nouveau secteur leur permettait également d'élargir leur influence dans les régions rurales. Leur expansion territoriale s'explique également par la diversité de leurs intérêts. À cet effet, l'expansion inclut les zones de production des matières premières d'exportation, plusieurs zones d'élevage extensif ainsi que les zones propices à la culture de la coca. Bref, cette expansion a de plus en plus pour objectif principal la maîtrise de couloirs stratégiques vers les océans Atlantique et Pacifique, voies de sortie pour la contrebande de drogue et, à l'inverse, voies d'entrée pour le trafic des armes.²¹ Par conséquent, il semble inévitable que la présence des FARC-EP s'intensifie un peu partout en Colombie et s'oriente vers une emprise plus militaire que politique. Malgré le fait que l'ELN a presque été complètement anéanti lors d'une offensive militaire en 1973, le groupe de guérilla a su se régénérer et se renforcer durant les années 1980. En effet, « after a switch of leadership, the ELN slowly recuperated, in part because of its increased use of methods it had once condemned, principally kidnapping. »²² Étant devenu des spécialistes de l'enlèvement, l'argent des rançons était l'une des sources principales de revenus de l'ELN. De plus, plusieurs grandes découvertes de gisements de pétrole sur leur territoire ont attiré des sociétés multinationales. Ainsi, le revenu des rançons, du vol de pétrole et d'extorsions ont permis au ELN de se renouveler.²³

Au début de la décennie des années 1990, la scène insurrectionnelle colombienne a considérablement été réduite en ce qui a trait au nombre d'acteurs en raison de la démobilisation de plusieurs groupes de guérillas. Par contre, « l'activité des guérillas, dès lors concentrée autour des FARC-EP et de l'ELN, n'a pas perdu en intensité. »²⁴ Ce qui en résulte est une intensification des affrontements entre ces guérillas et les organisations paramilitaires, qui ont adopté une stratégie offensive. « Les FARC-EP misent sur l'instabilité politico-institutionnelle causée par l'interférence des trafiquants de drogue dans la campagne électorale présidentielle d'Ernesto Samper (1994-1998) et de l'absence d'une stratégie militaire clairement définie. »²⁵ Par contre, à la fin des années 1990, l'ELN est victime de plusieurs frappes importantes orchestrées par les paramilitaires et cette guérilla perd l'essentiel de son potentiel militaire. Toutefois, grâce à un leadership dans les années qui ont suivies, l'ELN a pu se renforcer à nouveau et demeure tout de même actif à ce jour.

Suite à des tentatives de négociations de paix infructueuses, l'ELN demeure la dernière guérilla active en Colombie. Dans sa quête d'une paix totale en Colombie et d'une fin à la violence, le gouvernement de Juan Manuel Santos avait initié des discussions avec l'ELN afin de négocier un accord similaire à celui signé avec les FARC-EP. Alors que plusieurs Colombiens étaient sceptiques face à la possibilité d'un accord de paix fructueux avec les FARC-EP dû à la durée des négociations, un processus de paix officiel fut annoncé le 30 mars 2016 et les négociations ont commencé en début 2017 à Quito, en Équateur. Durant la présidence de Juan Manuel Santos, les pourparlers ont subi plusieurs revers et, depuis la venue du gouvernement d'Ivan Duque au pouvoir, ces négociations ont été retardées pendant plusieurs mois avant d'être suspendues définitivement en janvier 2019.²⁶

Les premières tentatives de négociations de paix avec les FARC-EP ont débuté en 1998 et leur ont permis d'être reconnus comme « acteur politique » et de disposer d'une tribune politique.

Par contre, leur incapacité à formuler de nouvelles propositions, d'élargir leur audience ainsi que de poursuivre les attaques font en sorte que l'opinion publique « qui avait accueilli favorablement ce qui avait été prématurément baptisé « processus de paix » s'en détourne et attribue la responsabilité de son piétinement aux seules FARC. »²⁷ La rupture des négociations en 2002 et l'élection présidentielle d'Alvaro Uribe (2002-2010) constituent un tournant politique majeur par la mise en place d'une solution purement militaire -plutôt que politique- au problème des guérillas. La modernisation de l'armée colombienne permettra de briser l'encerclement des grandes villes et de ramener progressivement la sécurité sur les grands axes routiers, ce qui signifie un affaiblissement substantiel des FARC-EP.²⁸

Comme il a été mentionné précédemment, bien que la création des groupes paramilitaires ait eu lieu immédiatement après la création des deux principaux groupes de guérillas (FARC et ELN), c'est surtout à partir de 1997 que ces groupes deviennent des acteurs imposants dans le conflit. Effectivement, au cours de cette année, ils ont uni leurs forces afin de créer l'AUC. Leur stratégie principale afin de récupérer les régions détenues par les FARC-EP est d'y forcer le déplacement de ses habitants par millions. Tout comme les FARC-EP, l'AUC est principalement financé par les réseaux de narco trafiquants, ce qui explique les conflits sanglants pour le contrôle exclusif des zones de culture de la coca et des routes d'exportation.²⁹ Cela aura comme conséquence de prolonger le conflit et d'aggraver ses conséquences. L'ancien président colombien, Alvaro Uribe, avait mis en place en 2005 un processus de démobilisation des organisations paramilitaires. La Loi justice et paix « incite les paramilitaires responsables des violations de droits humains à reconnaître leur responsabilité dans la commission de crimes et à contribuer à l'établissement de la vérité, en échange de peines réduites»³⁰ Sans complètement mettre fin aux activités paramilitaires, la loi a permis la démobilisation de plus de 30 000 paramilitaires.

« Bien que cette loi visant à « échanger » des aveux de paramilitaires quant au sort de leurs victimes contre des peines réduites (Daviaud, 2010) ait été limitée et critiquée à l'échelle tant nationale qu'internationale, elle permit néanmoins d'établir une vérité officielle au sujet de la violence paramilitaire, alors que les familles et les organisations osant dénoncer les exactions paramilitaires étaient souvent éliminées. C'est d'ailleurs l'ampleur « quasi inimaginable »³¹ de cette violence paramilitaire qui constitue le talon d'Achille de cette loi n'ayant pu juger qu'environ 10 pour cent des crimes contre l'humanité imputés aux paramilitaires. »³²

Ce qui est essentiel de retenir c'est que toutes les parties impliquées dans ce conflit ont commis une violence unilatérale contre les civils colombiens et que les causes du conflit sont multiples et sérieusement ancrées dans les systèmes et les réalités sociales en Colombie.

1.2 L'accord de paix et ses aspect innovants

L'affaiblissement des FARC-EP et la démobilisation des organisations paramilitaires a assaini l'environnement le rendant favorable à l'amorce de négociations en 2012 entre le gouvernement colombien et le groupe de guérilla afin de trouver des solutions pour mettre un terme à ce conflit sanglant. Il s'agissait des premières discussions de ce genre depuis 2002. Suite à quatre années de négociations, le gouvernement et les FARC-EP sont parvenues à conclure un accord qui répondait à la fois aux revendications révolutionnaires des guérilleros et à la vision modernisatrice d'un gouvernement qui considérait cette violence endémique comme un obstacle majeur au développement économique. L'Accord vise principalement à diminuer le nombre de victimes à concentrer tous les efforts sur la consolidation d'une paix stable.³³

Les deux parties impliqués dans les négociations se sont unis « to design a process that paid attention to the views and groups who were affected by the conflict but were not party to the negotiations »³⁴ Malgré cette vision d'inclusion, « ethno-territorial movements fought hard to have the perspectives of race and racism, gender violence and collective rights, political-cultural concepts of territory and alternatives to development included in public debate and policy. »³⁵ Des

groupes afro-colombiens et autochtones se sont ainsi appuyés sur des revendications historiques, constitutionnelles et éthiques en matière d'autoreprésentation et de consultation relativement aux accords de La Havane. Leurs efforts des mouvements ethno-territoriaux ont permis la création du chapitre ethnique de l'Accord final qui stipule que l'accord doit être interprété et mis en œuvre selon une approche ethnique.

Les négociations de paix entre le gouvernement et les FARC-EP ont adopté une approche progressive pour aborder chacun des cinq points à l'ordre du jour, soit le développement rural, la participation politique, les cultures illicites, les victimes et la fin des conflits. Les discussions à La Havane sur ces points ont été précédées d'une série de consultations, dont une conférence en Colombie convoquée conjointement par l'ONU et l'Université nationale pour écouter les besoins, les préoccupations et les suggestions du grand public. Ces contributions ont permis d'alimenter les négociations de paix à La Havane.³⁶ La tenue de forums et de consultations publiques organisés dans le cadre de l'agenda des négociations a permis de fortifier la ligne de centralité envers victimes dans ce processus. Plus de 3000 victimes ont participé aux quatre différents forums qui ont eu lieu à Villaviendo, Barranquilla, Barrancabermeja et Cali. Le gouvernement colombien a aussi orchestré des campagnes de sensibilisation en se déplaçant à travers le pays pour mobiliser l'appui au processus de paix et communiquer son cadre provisoire.³⁷ Il a aussi veillé à l'organisation d'ateliers avec des intervenants locaux pour connaître leurs griefs et faire le point sur les réalités, les priorités et les programmes locaux.

Les organisations de la société civile plaident depuis des décennies pour leur droit de participation à l'élaboration des politiques publiques. « Their practical experience and perseverance in lobbying contributed to a more inclusive peace process. »³⁸ Les négociations ont réuni plusieurs acteurs de la société civile, qui ont été particulièrement présents lors de la rédaction du chapitre

sur les victimes. Dans une certaine mesure, les organisations de la société civile colombienne ont pu influencer substantiellement le processus de paix menant à l'accord final. À titre d'exemple, une sous-commission de genre a été créée par le gouvernement et les FARC-EP à la demande des organismes féministes de la Colombie. Son objectif principal est d'examiner tous les documents de paix selon une perspective de genre, créant ainsi le premier accord de paix axé sur la considération des genres. Afin d'y parvenir, plusieurs initiatives locales organisées lors d'un sommet national pour les femmes à Bogota en octobre 2013 ont demandé à être incluses dans les négociations.³⁹

Dans un deuxième temps, des victimes ont été invitées à prendre directement part aux discussions pour la paix. Entre le mois d'août et décembre 2014, cinq groupes de 12 victimes, soigneusement choisis par l'ONU pour représenter diverses formes de victimisation, se sont rendus à La Havane et ont rencontré les parties du processus de paix. « These were tough sessions, with victims meeting face to face with some of the perpetrators of crimes against them. »⁴⁰ L'impact de ces rencontres est indéniable, tant pour les équipes de négociation que pour les victimes elles-mêmes. Toutefois, les expériences de participation de ces victimes furent mitigées. En effet, d'une part, certaines victimes évoquent « une expérience bénéfique, de rencontre avec leur histoire, révélatrice de l'importance que cela peut avoir de se sentir vues et écoutées, voire interpellés par les responsables de leurs histoires de douleurs. »⁴¹ Tandis que d'autres se sont senties limitées dans leur capacité d'expression, « ce qui les a obligés à raconter leur histoire individuellement, prêtant peu ou pas d'attention à la dimension collective des dommages causés aux communautés indigènes, afro-descendantes, paysannes »⁴², et autres communautés marginalisées. Certaines victimes sont même allées jusqu'à critiquer le fait que l'accent fût davantage porté sur les victimes des

FARC-EP, plutôt qu'envers les victimes des violences de l'État. Cette opinion des victimes à l'encontre des crimes d'État peu adressés par les accords de paix de 2016 est très présente en 2019, comme le montre l'analyse des entrevues aux victimes réalisée dans Doran :2020 : 63-65. Cela démontre qu'il faut demeurer vigilant lors de la considération de ce qui constitue un succès d'inclusion.

Étant donné que les causes de ce conflit soient multiples, l'accord final signé est composé d'une série de six accords, sous forme de chapitres, qui constituent néanmoins un accord global. Ces chapitres visent à contribuer aux changements nécessaires afin de jeter les bases d'une paix stable et durable, tels qu'une réforme rurale globale, une participation politique plus inclusive, le désarmement des FARC-EP et la satisfaction des droits des victimes. Le chapitre 6 contient l'accord sur « les mécanismes de mise en œuvre et de vérification » qui a permis la création de la « Commission de suivi, de promotion et de vérification de l'application de l'accord » qui a comme objectif le suivi des éléments de l'accord et la vérification de la conformité. Selon l'accord, cette commission a également pour objectif de servir de forum pour le règlement des différends et la promotion et le suivi de la mise en œuvre des différents mécanismes.⁴³ Cette mise en œuvre comprendra des mesures et des mécanismes permettant également la participation citoyenne pour influencer les décisions des autorités et de promouvoir le dialogue entre les multiples acteurs de la société dans le but d'accroître la confiance et d'accélérer l'inclusion sociale.

Le texte final de l'accord de paix stipule qu'il est primordial que la mise en œuvre de l'Accord soit régie par la reconnaissance de l'égalité et la protection du pluralisme de la société colombienne et ce, sans discrimination. Les conditions pour que l'égalité soit authentique et efficace seront garanties dans sa mise en œuvre et des mesures concrètes seront adoptées pour favoriser des groupes de victimes discriminées et/ou marginalisées, en prônant une approche territoriale

fondée sur l'équité et la considération du genre.⁴⁴ Le gouvernement et les FARC-EP ont créé un certain nombre de nouveaux organes et conçu de multiples mécanismes pour assurer la participation du public dans la phase de mise en application de l'accord. Les plus importants sont liés au développement rural et s'intègrent dans un processus ascendant pour identifier les besoins et pour rédiger les plans correspondants de développement. Ces processus sont conçus comme des mini-négociations de paix en soi, car ils rassemblent des parties prenantes de tous les secteurs de la société et du gouvernement.⁴⁵ De surcroît, l'approche territoriale audacieuse de l'Accord exige la reconnaissance des besoins sociaux, des caractéristiques et des particularités de ces territoires et des communautés de la Colombie, garantissant ainsi la durabilité socio-environnementale. En outre, il s'agit de mettre en œuvre les différentes mesures de manière globale et coordonnée avec la participation active de tous les citoyens.

Cet accord et ses mécanismes sont porteurs d'espoir puisque toutes les régions et les territoires de la Colombie contribueraient à la mise en œuvre de l'accord, avec la participation des autorités territoriales et des différents secteurs de la société. Toutefois, force est de constater que cette collaboration et inclusion furent excessivement limitées depuis le début de cette nouvelle phase. De nombreux facteurs aggravants peuvent expliquer ces difficultés et nous les analyserons dans le prochain chapitre.

Chapitre 2 : Les défis persistants dans la mise en œuvre des dispositions de l'accord de paix

Après un peu plus de trois ans depuis la signature de l'accord de paix, celui-ci demeure officiel, mais est largement fragilisé. L'Institut Kroc pour les études en paix internationale de l'Université de Notre-Dame fut invité à surveiller de près la mise en œuvre des dispositions de

l'accord. Dans son troisième et plus récent rapport, période couvrant de décembre 2016 à avril 2019, l'Institut rapporte que la mise en œuvre a continué de progresser au cours des deux années qui ont suivi la signature de l'Accord final colombien, mais que ce cheminement est toutefois limité. 23% des dispositions de l'Accord ont été pleinement mises en œuvre et 13% sont en voie de l'être dans les délais prévus par l'accord. Par contre, 34% de ces dispositions ont été amorcées mais connaissent un progrès modeste puisque le respect de ces engagements n'est pas encore assuré. Finalement, plusieurs de ces engagements se font toujours attendre puisque 30% d'entre eux n'ont pas du tout été entamés.⁴⁶ À priori, bien que cela puisse paraître encourageant pour plusieurs, en observant le graphique de ce même rapport (Annexe 1), nous pouvons constater que, depuis le changement de gouvernement en juillet 2018, la mise en œuvre des dispositions n'a guère progressé.

La mise en application d'un accord de paix demeure toujours l'étape la plus difficile. En Colombie, plusieurs facteurs aggravants viennent davantage compliquer la situation. Parmi ceux-ci, la polarisation de la société face à l'accord de paix, les délais de mise en œuvre pour la majorité des engagements promis et la recrudescence de la violence représentent une réelle menace à la fortification de la paix en Colombie. Les forces qui s'éloignent de la consolidation semblent plus fortes que le mouvement vers la consolidation.⁴⁷ Cependant, il y a un groupe de la société qui assume réellement son engagement envers ce processus de paix, soit la société civile et ses dirigeants locaux, qui risquent leur vie à tous les jours pour voir triompher la paix en Colombie.

2.1 Polarisation des opinions au sujet de l'accord de paix

La polarisation de la société colombienne n'est pas une réalité récente. En fait, elle est probablement l'une des sources principales de nombreux défis auxquels fait face le processus de paix actuel. « The peace agreement and even the full and speedy decommissioning of FARC as an

armed group has not been able to curb skepticism and opposition, leaving society divided and polarized between peace advocates and those unhappy with the peace process. »⁴⁸ Il faut noter que cette polarisation n'est pas récente, mais qu'elle fut particulièrement exacerbée par le fait que la société colombienne ait été appelée à se prononcer sur l'Accord de paix par le biais d'un référendum en octobre 2016. . Dans une tentative de promouvoir la démocratie et de légitimer davantage le processus de paix aux yeux de la population, le président Santos et son gouvernement ont décidé d'organiser un référendum afin de faire approuver ou désapprouver le texte final de l'accord de paix. Le résultat a été excessivement serré, mais le camp du « non », principalement dirigé par Alvaro Uribe (2002-2010), le prédécesseur de Santos, qui s'opposait à l'accord de paix l'a remporté par seulement 0.3% de majorité, soit par 60 000 votes. Les personnes les plus affectées par le conflit ont largement voté en faveur de l'accord global, tandis que les personnes les moins exposées à la guerre, se trouvant principalement dans les grandes villes, ont largement voté contre.⁴⁹ Cette constatation démontre l'importante polarisation de la société selon leur expérience face au conflit.

Malgré le fait que les efforts de justice transitionnelle aient été amorcés en Colombie sous la présidence d'Uribe, celui-ci a dirigé le groupe de Colombiens ayant voté "non" au référendum. Il s'est farouchement opposé au fait que les FARCS recevraient des sentences non-traditionnelles et il a défini les éléments de l'accord comme offrant des concessions au groupe rebelle. Uribe a même décrit le gouvernement de Santos comme étant « insufficiently patriotic » et “claimed the settlement gave too many concessions to the FARC, and, ultimately, accused Santos of treason against his legacy.»⁵⁰ En fait, cette farouche opposition du clan d'Uribe a grandement contribué à l'amplification de la polarisation en Colombie. En effet, puisque Santos était issu du même parti politique que 'Uribe, ce dernier a créé un nouveau parti politique, *Centro Democrático*, pour faire

compétition à Santos lors des élections présidentielles de 2014. Bien qu'Uribe n'ait pu se présenter puisqu'il avait déjà atteint la limite de deux mandats présidentiels, il s'est tout de même fortement impliqué dans la campagne électorale du candidat de son nouveau parti, Óscar Iván Zuluaga. « This election merely marked what had become a clear division between a camp united behind Uribe's hardline agenda against insurgency, and a pro-peace coalition that included various parties led by Santos. »⁵¹ Ayant remporté les élections présidentielles de 2014 par justesse, Santos faisait tout de même face à des défis majeurs, car même les Colombiens, généralement en faveur d'un accord de paix, devenaient moins favorables vis-à-vis certaines composantes de l'accord qui étaient maintenant davantage perçues comme des concessions.

L'un des enjeux de l'accord qui semble diviser le plus la population est la création de la Juridiction spéciale pour la paix (JSP) ainsi que son système de sanction pour les auteurs des crimes de guerre et des violations graves des droits de la personne. L'accord de paix a établi le « Système intégral de vérité, justice, réparation, et non répétition ». Selon le texte, il s'agit d'un système composé de différents mécanismes judiciaires et extra-judiciaires qui seront mis en place de manière coordonnée afin d'assurer la plus grande satisfaction possible des droits des victimes, d'assurer la responsabilité des événements, d'assurer la sécurité juridique des participants au système intégré et, finalement, de contribuer à garantir la coexistence, la réconciliation et la fin définitive du conflit, fortifiant ainsi la transition du conflit armé vers la paix.⁵² L'un de ces mécanismes est la JSP qui se veut la composante judiciaire du système. En effet, la JSP est chargée d'administrer la justice pour consolider la transition vers la paix et de restaurer le tissu social, en garantissant les droits des victimes et la sécurité juridique de ceux qui comparaissent, selon une perspective territoriale, différentielle et de genre.⁵³ La JSP peut allouer une amnistie afin de mieux consolider la paix uniquement pour les crimes politiques et connexes, et qui ne sont pas considérés comme étant des

crimes commis contre l'humanité, c'est-à-dire les actes comme la trahison, la sédition et l'insurrection. Ce nouveau modèle ne fait définitivement pas l'unanimité. En effet, l'ancien président colombien, Alvaro Uribe, s'est présenté comme le leader de l'opposition face à cet accord de paix, jugeant que les sanctions alternatives ne reflétaient pas les normes acceptées de punition appropriée pour les violations graves. Il a également déclaré que l'accord était comme une "piñata d'impunité" pour les auteurs de ces crimes graves.⁵⁴ Duque, président actuel du pays, se situe dans le même camp qu'Uribe et depuis son inauguration, a tenté à plusieurs reprises d'éliminer la JSP, mais les institutions judiciaires et la magistrature soutienne cette dernière.

Toutefois, une loi de justice transitionnelle avec une composante de peines réduites/alternatives avait également été adoptée lors du premier mandat présidentiel d'Uribe. La loi 975 de 2005, « Loi de justice et paix », « a été conçue afin de faciliter la démobilisation et la réintégration, collective, individuelle, des combattants des groupes armés illégaux, même si le nombre de guérilleros concernés est en l'occurrence bien moindre que celui des paramilitaires.»⁵⁵ Bien qu'Uribe dénonce farouchement que les peines alternatives prévues par la JSP soient dérisoires, celles ayant été encourues dans le cadre de la loi 975 de 2005 semblent assez similaires. À titre d'exemple, dans le cadre de la loi 975 de 2005, une peine de prison de huit ans fut encourue au lieu de 40 ans aux deux chefs paramilitaires responsables du déplacement forcé de 300 familles et de l'assassinat de 11 paysans de Mampuján, municipalité de la côte des Caraïbes.⁵⁶ À l'époque, le gouvernement d'Uribe a présenté cette loi dans le cadre d'une approche de réconciliation. « Les réductions de peine et autres compromis avec les paramilitaires représentaient, selon le gouvernement et le congrès, une condition nécessaire à l'atteinte de la paix. »⁵⁷ Cela vient démontrer que l'utilisation de peines alternatives par la JSP n'est pas une nouveauté en Colombie et que les sanctions prévues

dénoncées par Uribe comme étant trop laxistes ne sont pas si différentes et semblent même plus sévères que celles prévues par la loi 975 de 2005.

Suite aux résultats du référendum, certaines modifications ont été apportées au texte final de l'accord de paix et l'accord révisé a été soumis au Congrès national pour approbation en novembre 2016, plutôt que soumis à nouveau à un vote populaire. Selon Sergio Jaramillo, ancien Haut-Commissaire pour la paix sous le Président Santos de 2012 à 2016, « what was designed with the best of intentions to ensure a broad sense of ownership of the peace agreement instead ended up exposing a society deeply polarised by mistrust, fear and divergent expectations and worldviews. »⁵⁸. Ce référendum a donné l'opportunité aux opposants de cet accord de paix de se mobiliser et de diviser davantage la population sur cet enjeu. Selon Daniel Pécaut, les opposants à l'accord ont jugé le texte trop laxiste, parce qu'il apporterait « une certaine impunité, avec une justice aménagée de type transitionnel pour les ex-FARC, l'idée d'une participation politique légale avec plusieurs sièges au Parlement et des aides financières intérimaires pour les ex-guérilleros de base. »⁵⁹

L'opposition farouche du parti d'Uribe a persisté, même une fois que le texte de l'Accord de paix fut officiellement approuvé par le Congrès en novembre 2016. Profitant de cette vague d'opposition face à l'accord de paix et des difficultés du gouvernement de l'époque (J-M Santos) à mettre en œuvre les dispositions, le candidat issu du parti politique d'Uribe, Ivan Duque, fut élu président de la République de Colombie en 2018. Durant sa campagne électorale, il a milité activement avec scepticisme à l'égard de l'accord de paix, promettant même de déchirer cet accord en morceaux.⁶⁰ Malgré ses efforts infructueux pour annuler l'accord de paix ou du moins pour le modifier, la mise en œuvre des dispositions promises accuse dorénavant un délai plus important que sous la présidence de Santos.

Cette polarisation continue d’être exacerbée par les tentatives du gouvernement actuel qui cherche à modifier plusieurs dispositions de l’accord de paix, dont ceux concernant la JSP. En mars 2019, le président Duque a exercé son droit de veto sur certains des articles de la loi statutaire de la JSP. L’annonce du veto a renvoyé le projet de loi au Congrès, où la Chambre et le Sénat ont dû voter sur les objections de Duque. Dans la soirée du 8 avril 2019, la Chambre a livré une défaite massive au président, votant contre ses objections 110-40.⁶¹

Cette polarisation oppose des visions et des interprétations de la mise en œuvre qui se font concurrence entre le gouvernement précédent de Juan Manuel Santos et celui actuel.⁶² Cette conjoncture et cette polarisation représentent une réelle menace à la consolidation durable de la paix en Colombie, car tandis que les efforts devraient être concentrés sur la phase de mise en œuvre de l’accord de paix, ils sont plutôt tournés vers une reconfiguration causant ainsi des délais majeurs.

2.2 Délais dans la mise en œuvre des accords

Ainsi, bien que nous puissions faire état d’une mise en application relative des dispositions de l’accord de 2016, il existe des délais contraignants pour la majorité de celles-ci. Sous la présidence de Duque, une grande partie de la mise en œuvre des accords est restée pratiquement au point mort. Tel que mentionné précédemment, l’Institut KROC rapporte que près d’un tiers des 579 dispositions de l’accord n’ont pas du tout été appliquées et la mise en œuvre d’un autre tiers a à peine commencé.⁶³

Bien que la déclaration de janvier 2020 du Conseil de sécurité de l’ONU applaudit la détermination continue des deux parties à appliquer l’Accord de paix final, le Conseil de sécurité souligne aussi que les gains doivent être protégés, et pour cela, la pleine et entière mise en œuvre de l’accord de paix signé de 2016 ainsi que de tous ses aspects interconnectés reste le meilleur

moyen et espoir pour la Colombie de jeter les bases d'un avenir plus pacifique et prospère.⁶⁴ La pleine application de l'accord final de paix permettrait aux agriculteurs de passer de la culture de la coca à des productions légales. Ces programmes ont déjà été entamés, mais une application partielle de l'accord ne permet pas de créer un environnement sécuritaire pour assurer la pérennité de ces programmes.

L'un de ces gains est la mise en œuvre du PNIS qui fut créé par l'accord de paix. Il cherche à renverser le processus de trafic de drogue depuis son origine grâce à des incitations économiques et sociales.⁶⁵ Ce programme aide les familles productrices de coca à quitter l'économie illicite et à commencer la culture d'autres types de produits. Bien que sa mise en œuvre soit une étape cruciale pour le développement économique des régions, les délais dans la mise en œuvre complète du PNIS menacent la sécurité précaire des participants locaux. En effet, bien que l'accord de paix ait mis fin au conflit entre le gouvernement et les FARC-EP, d'autres groupes armés illégaux restent tout de même actifs, tels que l'ELN et les BACRIMS, ainsi que certains dissidents des FARC s'étant retiré de l'accord de paix. Ceux-ci étant très impliqués dans le trafic de la drogue perçoivent le PNIS comme une menace à leur source principale de revenu. Ainsi, ils menacent par la violence les dirigeants communautaires en charge du processus afin d'empêcher l'éradication volontaire des cultures.⁶⁶ Une mise en œuvre partielle des dispositions de l'accord de paix représente une réelle menace à la sécurité des plus vulnérables face à la guerre civile. En fait, le gouvernement actuel a privilégié des stratégies jugées répressives d'éradication des cultures d'usage illicite par le biais de pulvérisations aériennes de glyphosate. L'organisation *La Via Campesina*, nommée par le gouvernement de Colombie et les FARC-EP pour accompagner la mise en application des accords, juge que l'adoption de cette approche pourrait entraîner la stigmatisation, la répression, la

judiciarisation des agriculteurs à petite échelle, ignorant, en outre, le caractère social et économique de cette problématique.⁶⁷

Cette même organisation dénonce que l'étape actuelle du processus de paix est affaiblie par un manque de volonté politique de la part du gouvernement qui décline à tenir les engagements pris et fait preuve d'une volonté de modifier l'esprit de cet accord.⁶⁸ L'organisation a d'ailleurs lancé un appel au peuple colombien, à la communauté internationale, aux Nations Unies et à d'autres organisations pour reprendre l'Accord de Paix, demandant la tenue sans restriction des engagements pris et exigeant que le dialogue ne soit pas supplanté par le silence de la violence.⁶⁹

Bien que la grande majorité de ces anciens combattants des FARC-EP demeurent engagés face à l'accord, certains ont décidé de reprendre les armes en raison du retard de la mise en œuvre et de la perte de confiance envers l'engagement du gouvernement actuel face à l'accord de paix signé entre les deux parties. En effet, le manque de sécurité et les délais dans les dispositions facilitant la réintégration économique et sociale des anciens dissidents ont provoqué l'annonce de reprise des armes en août 2019 par un ancien commandant des FARC-EP et principal négociateur de paix du groupe à La Havane, joint par deux autres anciens commandants du groupe.⁷⁰ Ceux-ci se sont joints aux autres dissidents des FARC-EP qui s'étaient déjà retirés des négociations de paix et qui sont aujourd'hui encore très impliqués dans le trafic de la drogue. Tandis que la grande majorité des anciens combattants des FARC-EP purgent des peines dans les communautés pour demander pardon pour les violences commises dans le passé, les dissidents utilisent « their knowledge of drug trafficking, as well as Colombia's current security panorama »⁷¹ pour accéder à des sources de financement, faisant ainsi compétition aux autres groupes armés qui se disputent déjà le monopole de cette économie illicite.

Ainsi, force est de constater de que, malgré la mise en œuvre de l'accord de paix soit en cours et que des progrès substantiels aient été réalisés, le gouvernement accuse tout de même de nombreux retards ; cette situation contribue à justifier les difficultés continues de transformation de la violence en paix sur le terrain. Ces délais sont interprétés par certains par un manque réel d'engagement et de volonté de la part du gouvernement actuel de mettre en œuvre et de respecter le texte final de l'accord de paix, ajoutant ainsi à la fragilité de la consolidation durable de la paix dans le pays.

2.3 Recrudescence de la violence généralisée

« Peace accords are often threatened by different forms of continued violence that pose considerable obstacles to actors trying to improve security levels as an indispensable condition for sustainable peace. »⁷² Bien que la mise en œuvre de l'accord de paix soit en cours et que des progrès substantiels aient été réalisés, le gouvernement reste confronté à des défis pour convertir la violence en paix sur le terrain.

Pendant plusieurs années, la Colombie était considérée comme l'un des pays les plus violents au monde. À son apogée, le taux d'homicides était de 81.40 par 100 000 habitants en 1991.⁷³ Cette violence peut être principalement attribuée à la guerre civile. Toutefois, une diminution significative de la violence a été constatée depuis les négociations de paix fructueuses. En effet, le taux d'homicides a atteint un creux historique en 2017 avec un taux de 24 personnes par 100 000 habitants⁷⁴. Cette tendance représentait une lueur d'espoir qu'une paix durable soit atteignable. Toutefois, le taux de violence a augmenté en 2019 et le taux d'homicide pour cette année était de 25.4 personnes par 1000 000 habitants⁷⁵, démontrant que, malgré le fait que la violence politique ait diminué, elle persiste et s'intensifie à nouveau.

On observe un accroissement de cette violence particulièrement dans les régions rurales du pays qui étaient les plus affectées par le conflit armé et qui continuent de menacer la consolidation de la paix. En effet, le processus de désarmement et de démobilisation des FARC-EP a laissé le terrain libre à d'autres groupes, comme les BACRIMS, l'ELN et des groupes de narcotrafiquants, et a donc indirectement stimulé l'activité économique illégale, comme l'exploitation minière et l'exploitation forestière illégales.⁷⁶ De plus, « Colombia's coca production areas have increasingly become a battleground for FARC dissidents, paramilitary successor groups, other guerrilla groups and new criminal gangs. »⁷⁷ La faible présence étatique dans ces régions et les délais de la mise en œuvre de plusieurs dispositions des accords ont facilité la prise de contrôle des territoires laissés vacants par les FARC-EP par d'autres groupes armés. Toutefois, cette prise de contrôle est contestée puisque plusieurs groupes armés tentent de se les approprier, justifiant une recrudescence de la violence. Selon la déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU, les régions de Cauca, Choco et Nariño demeurent les épicentres de la violence, parce que la pauvreté dans ces zones rurales vulnérabilise ces populations contre les groupes armés et les structures criminelles qui continuent à victimiser la population civile afin de contrôler des trafics illicites.⁷⁸

Un groupe de la société civile qui est particulièrement atteint par cette recrudescence de la violence généralisée sont les dirigeants sociaux. Les défenseurs des droits de la personne, les organisations locales, les réseaux de la société civiles et d'autres leaders au premier plan des initiatives de consolidation de la paix continuent d'endurer la violence et de subir les pressions d'acteurs armés.⁷⁹ En effet, le manque de présence de l'État et la protection illusoire dans les communautés rurales et moins favorisées du pays sont devenus le contexte idéal pour les gangs criminels, des groupes paramilitaires toujours actifs et les guérilleros pour abattre des dirigeants communautaires

qui luttent pour divers enjeux, comme la protection de leurs terres, le respect des droits de la personne et la consolidation durable de la paix.⁸⁰ Dans sa déclaration de janvier 2020, le Conseil de sécurité de l'ONU a reconnu que la recrudescence des violences dirigées contre les dirigeants communautaires et des militants des droits de la personne et des anciens combattants représentent une réelle menace à une consolidation durable de la paix en Colombie.⁸¹ Depuis le début de 2020 en moyenne, un dirigeant social en Colombie est tué tous les deux jours. En date du 2 mai 2020, le nombre de victimes tuées avait déjà atteint 84.⁸² Toutefois, l'obtention de chiffres exactes pour déterminer l'amplitude de cette réalité est complexe, car ils diffèrent selon leur provenance, certaines régions étant beaucoup plus touchées. De plus, depuis le début de la mise en quarantaine nationale pour combattre la pandémie mondiale de la Covid-19, la mission de vérification des Nations Unies en Colombie rapporte qu'il y a eu six meurtres d'ex-combattants des FARC-EP et au moins 32 dirigeants sociaux assassinés enregistrés par des sources nationales.⁸³ Le Bureau du Médiateur de Colombie (*Defensoría del Pueblo*) a rapporté qu'au moins 555 dirigeants sociaux ont été tués au pays entre 2016 et le 31 octobre 2019.⁸⁴ Selon un rapport rédigé par trois organisations issues de la société civile colombienne, les facteurs persistants de menace et d'insécurité restent la formation de conflits économiques et politiques, conjugués à l'existence, d'organisation et du renforcement des structures légales et illicites et des comportements qui s'opposent à la mise en œuvre des accords en ayant recours à la violence armée et à la stigmatisation.⁸⁵ En effet, la présomption de la responsabilité de ces violences est principalement attribuée à des groupes criminels impliqués dans le narcotrafic, dont certains sont formés d'anciens paramilitaires tel que les BACRIMS, et des groupes armés illégaux. Les défenseurs des droits humains et les organisations soutenant le processus de paix défendent leur territoire contre les multinationales et l'exploitation minière illégale, participent activement à la revendication des droits par l'action politique la mobilisation juridique

et sociale et dénoncent la corruption.⁸⁶ De par leurs actions, ils représentent une menace aux intérêts des groupes criminels et armés refusant de les abandonner, et c'est pourquoi ils sont devenus la cible de menaces et d'assassinats violents. Bref, les assassinats de dirigeants sociaux trouvent leur origine dans la lutte pour le contrôle territorial. Toutefois, les forces étatiques sont également pointées du doigt comme étant en partie responsables d'assassinats de leaders sociaux. En effet, les leaders de communautés autochtones et paysannes dénoncent l'usage disproportionné de la force par l'État colombien lors de différentes protestations sociales. « Ces leaders reçoivent des menaces, notamment parce que leurs communautés dénoncent la responsabilité de l'État dans la non mise œuvre des accords de paix. »⁸⁷

Ce qui alimente cette situation alarmante est l'impunité des assassinats de dirigeants sociaux et l'absence de mesures préventives administratives contre ces crimes. Selon plusieurs organisations de la société civile du pays et plusieurs organisations internationales œuvrant dans le domaine des droits de la personne, le gouvernement colombien minimise cette crise en rapportant des chiffres à la baisse. Le rapport de 2019 du gouvernement de Duque au sujet de l'état de la sécurité au pays, avance que les assassinats de dirigeants sociaux avaient diminué en 2019 de près de 25%.⁸⁸ Toutefois, ces chiffres diffèrent fortement par rapport à ceux cités par les Nations Unies et encore davantage par ceux avancés par de nombreuses organisations de la société civile colombienne. Des organisations telles que les Nations Unies et *Indepaz* ont fait appel à la nécessité de redoubler d'effort pour dévoiler la vérité, car elles ont mandaté le gouvernement à protéger non seulement les dirigeants, mais aussi l'ensemble des communautés.⁸⁹ La crainte est qu'en niant l'ampleur du problème, et en se concentrant sur les solutions militaires plutôt que communautaires, les chiffres continueront d'augmenter. Sans contredit, le gouvernement de la Colombie devrait redoubler ses efforts pour adresser de plein front cette recrudescence de la violence, au lieu de la

minimiser du revers de la main. Le Conseil de sécurité a demandé une nouvelle fois en avril 2020 que :

« Des mesures efficaces soient prises pour traduire en justice les auteurs de tels actes et améliorer la sécurité, notamment le renforcement d'une présence intégrée de l'État alliant autorités civiles et forces de sécurité et la mise en œuvre du Programme global de sécurité et de protection en faveur des populations locales et des organisations locales. »⁹⁰

Ces assassinats impunis constituent l'un des plus grands dangers au processus de paix actuel, car ces dirigeants sociaux jouent un rôle crucial dans la consolidation de la paix en Colombie.

Chapitre 3 : Les pouvoirs des dirigeants sociaux et organisations locales colombiennes

Une reprise de conflit et une violence persistante sont malheureusement des phénomènes courants dans le contexte des accords de paix antérieurs de la Colombie. Le Chapitre 2 nous a permis de constater ce fait et davantage comprendre l'étendue des défis actuels qui menacent la consolidation de la paix au pays. Ainsi, considérant ces enjeux, il semble que le travail effectué et l'influence exercée par les dirigeants sociaux et les organisations locales soient essentiels, puisque le travail de consolidation doit se produire au niveau local et communautaire afin qu'un changement culturel puisse engendrer une paix durable.⁹¹ Ce faisant, ce processus serait plus soutenu et plus légitime. Ainsi, plus de pouvoirs devraient être attribués aux organisations locales afin de poursuivre ce processus et trouver des moyens pour transformer leur société, tant au niveau des relations qu'au niveau de la lutte contre les causes du conflit violent. La théorie de la transformation des conflits est utile dans cette étude en contribuant à la compréhension du rôle et du contexte des organisations communautaires, car elle priorise leur inclusion dans les efforts de consolidation de la paix.⁹² Les organisations communautaires, bien plus que les organisations gouvernementales,

se consacrent au changement culturel en Colombie. Il s'agit d'un élément de la théorie de la transformation des conflits : les changements sont essentiels au niveau des relations et de la culture pour parvenir à une consolidation durable de la paix. De plus, Lederach souligne de réorienter le cadre de la consolidation de la paix « toward the development of support infrastructures that enhance our capacity to adapt and respond to relational needs rather than being defined and driven by events and agreements ». ⁹³ À cet effet, l'intégration d'organisations locales dans le processus de paix est un moyen crédible d'y inclure des civils. Alors que les discours de paix des États sont liés au pouvoir et à l'intérêt national, les organisations communautaires sont enracinées dans des lieux et des personnes particuliers, assurant ainsi une vision à long terme de la paix. ⁹⁴

Selon Borja Paladini Adell, consultant au *Norwegian Centre for Conflict Reconciliation* et au *Peace Research Institute Oslo*, « the Colombian experience shows that local contexts - even those affected by extreme war - contain actors, capacities and constituencies for peace in whom peacebuilding dynamics can be rooted. » ⁹⁵ En effet, certaines de ces capacités locales sont orientées vers la paix tandis que d'autres sont orientées vers les changements politique économique et social, ce qui contribue déjà aux efforts de consolidation durable de la paix dans leur communauté. Ainsi, plus d'efforts doivent être fournis afin d'inclure davantage les dirigeants communautaires et les organisations locales dans l'objectif de s'appuyer sur leurs pouvoirs et influence.

3.1 Action de la société civile colombienne

Force est de constater que malgré les réalités sociales et les inégalités systémiques en Colombie, le pays a une société civile forte, résiliente et active. Selon la chercheuse colombienne, Ana Bejarano, une société civile forte est composée de multiples associations plurielles et autonomes, capables d'exprimer leurs propres intérêts indépendamment des intérêts étatiques divergents. ⁹⁶ Cela est très représentatif de la Colombie, car, malgré la forte violence produite autant par

les FARC-EP que par les acteurs étatiques, les paramilitaires et les autres groupes de guérillas durant le conflit, des groupes de la société civile tentaient déjà de mettre en œuvre des initiatives de consolidation de la paix. Il serait ainsi tout à fait erroné de penser que les communautés locales touchées par le conflit ont été impassibles ou immobilisées par la terreur. Selon Mora et Aldana, il existe en Colombie une société alternative en mouvement qui a été très peu reconnue et qui, à maintes reprises, a dû devenir invisible face aux menaces de mort. Il existe de nombreuses expressions et formes d'organisations pacifiques qui ont pu subsister et se développer grâce à leur immense créativité, leurs traditions ancrées, leurs modes de vie et leur refonte de relations politiques au sein de la communauté.⁹⁷ En effet, « men and women from peasant, black and indigenous communities, frequently accompanied by the Church and international community representatives have, silently and unarmed, contributed to the construction of 'local peace'. »⁹⁸ Les gens se sont rassemblés pour renforcer le pouvoir de la population locale de cultiver la paix.

La mobilisation pour la paix, soutenue pendant près de trois décennies aux niveaux local, régional et national, a conduit à l'émergence de nombreuses organisations et réseaux.⁹⁹ Le texte de Nicolás Chamat Matallana explique que ces réseaux peuvent mettre en place des approches de la consolidation de la paix en reliant les initiatives locales aux efforts nationaux et internationaux.¹⁰⁰ Les organisations locales sont au cœur de la structure de ces réseaux et jouent un rôle central dans leurs processus décisionnels. En fait, lorsque l'accord de paix a été signé, plusieurs de ces organisations ont poursuivi leurs pratiques dans le nouveau contexte de politiques nationales de consolidation de la paix nouvellement élaborées. Les organisations communautaires de base sont quotidiennement confrontées aux réalités des conflits et de la paix, ce qui façonne leur travail et leurs plans à court et long termes. Bien que le processus de paix ayant mené à la signature de l'accord en 2016 ait donné un regain d'espoir pour une paix imminente et durable dans les régions

les plus touchées par les conflits armés, « reconfiguration of territorial control and the inability of the state to occupy the geographical, economic, and political space left by the FARC-EP have given way to new cycles of violence. »¹⁰¹ Comme nous avons pu le constater dans le chapitre précédent, cette recrudescence de la violence est particulièrement ciblée envers les dirigeants sociaux et les membres des organisations locales qui persistent dans leurs efforts de consolidation de la paix, même si leurs vies sont constamment en danger. La pérennité de leur engagement envers le processus de paix est essentielle pour sa réussite, car là où le discours gouvernemental se centralise davantage sur la résolution de problèmes et la réalisation de la paix aux niveaux territorial et national, bien que le gouvernement de Duque n'ait pas beaucoup œuvré en ce sens depuis son élection en 2018, les organisations locales se concentrent sur la guérison et la transformation au niveau individuel et communautaire.¹⁰² Pour que la consolidation de la paix ait une chance réelle et viable en Colombie, il est temps de s'appuyer davantage sur le pouvoir ainsi que l'influence que détiennent les dirigeants sociaux et les organisations locales.

3.2 Connaissances et confiance

Les dirigeants sociaux ainsi que les organisations locales agissent comme une boussole morale au mouvement de la paix en Colombie. Ils travaillent quotidiennement avec les vraies victimes du conflit. En fait, ils tentent de régler des problèmes quotidiens qui peuvent déclencher une reprise du conflit s'ils ne sont pas résolus.¹⁰³ Ainsi, ces acteurs locaux possèdent des atouts que les autorités et la communauté nationales ont beaucoup de difficultés à développer, soit la connaissance des préoccupations, des expériences de leur communauté ainsi que leur confiance. Les dirigeants sociaux et les organisations locales sont sans doute ceux qui ont le plus d'expérience avec les particularités locales de la violence.¹⁰⁴ En effet, il existe des disparités entre les besoins des localités après la guerre et les interventions des gouvernements et des acteurs internationaux. Grâce

à leurs connaissances et expériences, ces acteurs locaux peuvent combler ces disparités en promouvant les nécessités de leurs communautés. Cela peut aussi impliquer des aspects de la vie qui sont parfois facilement écartés comme étant anecdotiques ou trop locaux et qui ne sont donc pas pris en compte lors de la conception de politiques nationales pour la consolidation de la paix.

En Colombie, même si les nouvelles politiques de sécurité ont démontré des signes d'un transfert officiel des préoccupations de sécurités traditionnelles exclusives vers un cadre plus complet pour le processus de reconstruction de paix, dont la sécurité humaine, les préoccupations du gouvernement en matière de sécurité identifient clairement les principales menaces comme étant celles du point de vue étatique¹⁰⁵, soit une violence qui soit quantifiable. Bien que certaines formes de violence directe et mesurable ont cessé, les communautés rurales continuent de vivre une panoplie de menaces de sécurité physique. En effet, cette sécurité traditionnelle n'est toujours pas assurée dans les régions, tel que le dénonce à grands cris la population ayant participé aux manifestations nationales de novembre 2019. Entre autres, elle y dénonçait le génocide contre les leaders sociaux, la militarisation des territoires et la criminalisation des mouvements sociaux.¹⁰⁶

Bien que le manque de sécurité face aux enjeux traditionnels soit une menace réelles perçues par les communautés colombiennes, leur perception de la menace de l'insécurité est bien plus globale. Nilsson souligne que « security is context-specific and urges external as well as local state actors to consider the diversity of local community perspectives on security, threat and violence when attempting to build peace under conditions of ongoing violence.»¹⁰⁷ Ces menaces non-traditionnelles peuvent varier d'une communauté à l'autre, mais elles peuvent, entre autres, regrouper des défis environnementaux et l'épuisement des ressources, des maladies infectieuses ainsi que différentes formes de criminalité transnationale qui doivent être traitées par des acteurs et des stra-

tégies non militaires.¹⁰⁸ En conséquence, la proximité des dirigeants sociaux avec leur communauté leur permet d'avoir bien conscience de ces perceptions et de développer des initiatives et des politiques en conséquence. « Communities provide for local security solutions in the absence of state structures able to secure their everyday security needs. »¹⁰⁹ Ainsi, l'inclusivité et l'échange de connaissances restent des pièces maîtresses du processus de consolidation de la paix. Il y a une nécessité pour une paix plus inclusive, « context-specific and localized peace that can only be achieved by taking the affected communities' perceptions into consideration ».¹¹⁰ C'est précisément à cet égard que les initiatives de terrain et les OSC doivent être plus présentes et soutenues dans la mise en œuvre de la paix, tant au niveau national que par la communauté internationale.

À force d'écouter les perceptions de la menace et les expériences vécues de ces populations locales, les dirigeants sociaux et les organisations locales développent des relations avec celles-ci. Les efforts pour établir des relations de confiance dans les communautés avec des niveaux d'interventions externes autrement élevés sont considérables.¹¹¹ Ce qui est essentiel de comprendre, c'est que la paix au niveau communautaire et local est un facteur de sécurité au niveau national. *Locally Led Peacebuilding: Global Case Studies* (Connaughton et Berns, 2019) explique que « when individuals and groups feel safe in their communities and have trust in local governance structures, they are more likely to cooperate with police and security personnel, which can impact what transpires at a regional or national level ».¹¹² Cela est particulièrement vrai dans le contexte colombien où les forces de l'ordre ont commis un grand nombre de violations graves des droits humains et continuent de le faire. Comme le rapporte Victor Barrera, chercheur du Programme pour la paix du Centre de recherches nationales en études publiques :

« Bien que, de manière générale sur le plan des violations du droit humanitaire international et des droits humains, les paramilitaires aient été l'organisation arrivant en tête (avec 10 652 violations entre 2000 et 2015), la force publique arrive en deuxième place, avec un total de 9 173 violations (pour 6 225 interventions), lesquelles se caractérisent par leur récurrence et leur impact quant au nombre de victimes (détentions arbitraires, exécutions

extrajudiciaires, blessés et menaces). Par comparaison, les FARC-EP arrivent en troisième place avec 4 314 infractions. »¹¹³

Bref, la confiance de la population locale envers ceux qui dirigent les efforts et les initiatives de consolidation de paix est primordiale pour la continuité du processus de paix en Colombie, et considérant les nombreux défis actuels, cette confiance est plus signifiante que jamais.

3.3 Légimité, crédibilité et appropriation du processus de paix

Nous avons préalablement établi que la connaissance des perceptions de la sécurité et des expériences vécues ainsi que la relation de confiance que plusieurs dirigeants sociaux et organisations locales ont avec leur communauté sont de précieux atouts dans des efforts de consolidation de paix. En fait, cela fait en sorte que si ces acteurs locaux sont convenablement impliqués dans la mise en œuvre de l'accord de paix, la légitimité du processus aux yeux des communautés locales est considérablement accrue, permettant ainsi une meilleure appropriation du processus par les populations locales et un enracinement des efforts de paix dans les communautés. Cela pourrait également avoir comme effet de renforcer le pouvoir d'agir des individus.

Typiquement, les infrastructures pour la paix ont été dirigées par des acteurs nationaux répondant principalement à la compréhension de la paix par les acteurs nationaux, qui sont par la suite transmises aux régions colombiennes. « From a local perspective, the national infrastructures are weak and have not always sought or received local legitimacy. »¹¹⁴ Ce manque de légitimité aux yeux de la population peut contribuer à justifier le manque d'appropriation locale des efforts de paix nationaux. « In post-conflict contexts, the term conveys the commonsense wisdom that any peace process not embraced by those who have to live with it is likely to fail. »¹¹⁵, justifiant ainsi l'importance de l'appropriation locale des efforts de consolidation de la paix pour que celle-ci soit durable.

Le livre *Locally-Led Peacebuilding: Global Case Studies* (Connaughton et Berns, 2019) mentionne qu'à ce jour, « writings on locally led peace building implicitly refer to leadership in terms of locals driving some combination of the design, implementation, and evaluation of peacebuilding efforts »¹¹⁶ Cela signifie donc que les membres des communautés rurales affectées doivent être activement impliqués en tant que leaders dans les efforts de paix en étant des initiateurs, des exécutants et des évaluateurs actifs dans ces efforts. De plus, Hanna Leonardsson et Gustav Rudd expliquent que :

« in several studies the claim is that carefully designed and well-governed decentralization can help achieve stability and peace by increasing legitimacy, accountability, inclusion and participation, establishing stable sub-national arenas for citizen–state interaction and bargaining, but only where the sub-national level has sufficient means and autonomy to control resources. »¹¹⁷

Ainsi, la consolidation de la paix doit être fondée et ancrée dans les infrastructures de paix au niveau local, car celui-ci lui augmente sa légitimité et, par la même occasion, une meilleure chance de s'enraciner dans la culture locale. « It also means that innovative social coalitions which can generate peace infrastructures should be promoted by the local state and local civil society and supported by international actors. ».¹¹⁸ Ces coalitions ont le potentiel d'apporter des enjeux locaux au niveau national et de contextualiser ainsi que de consolider les réalités, aspirations et agendas locaux dans les politiques nationales et les accords de paix.¹¹⁹ Par la même occasion, cela permettrait d'amplifier la voix des personnes qui peuvent être marginalisées ou réduites au silence dans les travaux de consolidation de la paix et de développement. Dans *Territorial peacebuilding*, Pfeiffer (2015) affirme que « Local ownership will further depend on whether communities feel they have a say in shaping the development of their regions and whether they perceive coherence and transparency in government discourse and policies. »¹²⁰ Si les acteurs locaux participent activement tout au long du processus de paix, donc à la phase de la conception, de la mise en œuvre

et de l'évaluation, les communautés rurales seront plus susceptibles de vouloir y participer et d'obtenir des résultats. En Colombie, étant donné des délais dans la mise en œuvre de l'accord et de la recrudescence de la violence, le développement de l'appropriation et l'enracinement du processus dans les communautés rurales est plus important que jamais pour assurer la continuité du processus de pays colombien.

L'appropriation locale peut être différée, mais ultimement elle ne peut pas être évitée pour que le processus de paix réussisse.

« In the absence of perpetual international trusteeship, the logical end point of any peace process is the handover of sovereign responsibility back to local authorities; the more these authorities can claim both authorship and ownership over the peace process, the more successful this transition is likely to be.»¹²¹

Ainsi, la durabilité d'un processus de paix est significativement renforcée lorsque des acteurs locaux sont inclus dans le développement de politiques et lorsqu'ils ont l'espace pour diriger ; cela affirme la légitimité du processus, qui à son tour, augmente les perspectives de paix dans ce pays déchiré par la violence persistante.

3.4 Pragmatisme des initiatives

Étant donné les nombreux délais dans la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de paix de 2016, il y a un besoin criant dans les régions rurales colombiennes les plus affectées pour des efforts de consolidation de la paix plus pragmatiques et localisés. Afin de compenser pour ces délais et la faible présence étatique dans nombreuses régions, les organisations locales ont mis en place ou veulent mettre en œuvre de nombreux projets pragmatiques et adaptés pour leur communauté. Une approche plus pragmatique de la consolidation de la paix en est une qui « underlines the need to include bottom-up perspectives of everyday peace in order to achieve an inclusive and contextual peace rather than a one-size-fits all, state-centric model ». ¹²² Bon nombre des activités

auxquelles participent les communautés colombiennes dans le cadre des processus locaux de reconstruction sont informelles, culturellement spécifiques et menées à petite échelle donc ne sont pas toujours immédiatement perceptibles pour un étranger. En effet, des organisations locales colombiennes « coordinate activities to address conflict, like running centers for reconciliation, facilitating dialogue between victims and perpetrators of violence, and skill-building to empower community members to become peacebuilders.»¹²³ C'est le cas de la *Fundación para la Reconciliación* et de ses centres de réconciliation lorsque le conflit était encore actif. Les centres constituaient un environnement sûr pour une écoute active, une formation communautaire et le développement de nouvelles compétences pour la résolution des conflits dans divers contextes. Appliquant des principes transversaux et inter institutionnels, ils réunissaient différents groupes de population et institutions sur la même scène pour faciliter des scénarios de reconnaissance de la différence, positionnant le processus de définition et de réhabilitation des victimes.¹²⁴

En général, des activités conçues et mises en œuvre par les membres des communautés touchées par le conflit ont une meilleure probabilité de durabilité étant donné qu'il s'agit d'activités et initiatives créés et coordonnés par et pour eux-mêmes. Elles ont le potentiel d'avoir un impact direct sur la vie des gens, car ils leur permettent de trouver un minimum de sécurité et de justice dans des circonstances qui sont souvent très instables et dangereuses. Dans le cas de la Colombie, l'ONG colombienne *Corporación Descontamina* a organisé des initiatives locales centrées sur des problèmes importants concernant les processus étatiques de désarmement, de démobilisation et de réintégration, afin que ceux-ci soient plus adaptés à la réalité et besoins de la communauté. En discutant et travaillant avec des groupes de prisonniers de la prison de Bucaramanga formés d'anciens paramilitaires et guérilleros démobilisés dans le contexte de la Loi 975 de 2005, *Descontamina* a constaté que « an increasing number of ex-combatants were ready to think about

asking for forgiveness and to do something to change the stigmatisation they faced. »¹²⁵ C'est à partir de ce constat que le projet *Toys for Reconciliation* a débuté. Ces personnes démobilisées étaient les conducteurs du projet, de l'étape de la création jusqu'à la mise en œuvre. Le projet consistait à bricoler des éléphants en jouet accompagnés de messages de réconciliation et ceux-ci allaient être vendus dans la communauté. L'objectif était de fabriquer 100 jouets, mais le soutien et la demande de la communauté locale était si forte qu'ils en ont fabriqués environ 300.¹²⁶ Cet exemple démontre qu'en impliquant les communautés locales, mais aussi les auteurs démobilisés de la violence dans la mise en œuvre d'un projet, il est possible de recadrer la réconciliation selon les communautés pour maximiser les résultats.

Au niveau pragmatique, la création d'espaces de dialogues est un élément essentiel pour la consolidation durable de la paix et les dirigeants sociaux sont des acteurs idéaux pour les créer et les gérer. Ils unissent les dirigeants locaux, régionaux, les groupes armés et les victimes de violence afin d'initier des conversations pour mener à la réconciliation. L'importance des espaces de dialogue et de réconciliation peut être notable à plusieurs niveaux; soit pour le leadership des jeunes et le dialogue intergénérationnel, pour la collaboration plutôt que la concurrence entre les organisations locales ainsi que pour la lutte contre l'exploitation par les entreprises électriques, contre la violence liée aux drogues, la pénurie d'eau et en faveur de la nécessité de garantir l'accès à l'éducation, à la terre et à l'emploi, et pour instaurer la confiance entre la population et l'État.¹²⁷ À titre d'exemple, le Festival de la réconciliation dans la région de Montes de Maria rassemble les leaders communautaires des 15 municipalités de la région. L'objectif est « to have conversations about peace through cultural events such as arts, theatre, and traditional music and dances, people are coming together to strengthen the power of people to cultivate peace. »¹²⁸ Les gens se rassemblent pour renforcer leur pouvoir de cultiver la paix. L'une des initiatives de l'édition 2019 a réuni un

groupe de jeunes de San Onofre, municipalité de Montes de Maria, pour parler de leur vie, des défis auxquels ils sont confrontés et de leurs espoirs pour l'avenir. L'œuvre d'art qu'ils ont produite avec l'aide de *Sembrandopaz*, une organisation locale de consolidation de la paix, était une grande peinture murale réalisée sur toile qui raconte leurs histoires au-delà des mots.¹²⁹

Finalement, ces espaces regroupent les éléments primordiaux à la consolidation d'une paix viable; soit des acteurs stratégiques avec une expérience et des idées visant un objectif commun avec des acteurs porteurs d'histoire et de culture désirant laisser l'espace à des voix diverses.¹³⁰ L'aspiration et la volonté de se faire pardonner et de pardonner ne peuvent être exigées par qui que ce soit. Ces bâtisseurs de la paix ne peuvent qu'espérer créer des espaces et des conditions dans lesquels les gens pourront prendre ces mesures et faire leurs propres choix.

Un retour au conflit est malheureusement un phénomène courant dans le cas des accords de paix antérieurs de la Colombie, ainsi que dans d'autres pays. « Therefore, education and reconciliation are necessary to foster micro-level behavioural changes alongside structural reform. »¹³¹

Bermúdez, Díaz et Fernández soulignent que

le développement d'une culture de la paix intéressante et attirante implique l'assurance d'une éducation à partir d'espaces de participation collective où règne la confiance, la reconnaissance, le dialogue et l'apprentissage collaboratif, en précisant comme éléments clés et accessibles pour son progrès l'utilisation de l'art, le sport et le jeu, qui génèrent une éducation transformatrice, permettant ainsi de prendre en compte l'opinion, la créativité et la connaissance des participants, et d'ainsi transmettre les stratégies développées à la culture sociale, familiale et personnelle.¹³²

Ainsi, des programmes éducatifs dirigés par les communautés elles-mêmes ont le potentiel d'être plus efficaces que s'ils sont imposés par l'État.

La consolidation de la paix dirigée localement peut contribuer à l'établissement de relations au sein des communautés et entre elles. « Enacting local led peacebuilding necessitates the creation of strong relationships among diverse actors from various actors.»¹³³ Ces relations peuvent être

mises à profit de plusieurs façons pendant et après l'achèvement des initiatives locales de consolidation de la paix. Par contre, la réalité actuelle est qu'en raison de la violence ciblée contre eux et la présence partielle étatique dans plusieurs régions, les dirigeants sociaux et les organisations locales n'ont ni l'espace ni la sécurité pour créer cet environnement de dialogue de réconciliation. Bien que, pour consolider une paix durable en Colombie, il faut davantage s'appuyer sur le pouvoir des dirigeants sociaux et des organisations locales, ils ont tout de même besoin de soutien externe pour y pouvoir diriger.

Chapitre 4 : Le rôle de l'État colombien et des acteurs externes

Malgré les multiples enjeux menaçants et constants, le processus de paix en Colombie demeure très résilient. Comme nous avons pu le constater dans le chapitre précédent, cela est dû, entre autres, au travail et au dévouement acharnés des acteurs locaux envers cette cause. Bien qu'il soit primordial de s'appuyer davantage sur le pouvoir des organisations locales et de leurs dirigeants pour consolider une paix durable, l'État et la communauté internationale doivent les accompagner dans leurs efforts en leur fournissant un soutien externe.

« Ultimately, a lasting inability to provide security for local initiatives in Colombia's rural areas is a threat to the sustainability of the national peace as a whole. »¹³⁴ Les lacunes du processus de paix colombien devraient donc être corrigées avec les moyens disponibles, en assurant un soutien international aux initiatives locales dans les zones rurales et en renforçant les institutions de sécurité de l'État. Le sort du processus de paix colombien dépend de la capacité de l'État à contenir les actes de violences, à accorder une meilleure protection et à promouvoir des relations de pouvoir locales bien ancrées.¹³⁵

En plus de l'insécurité face à la violence, l'un des défis principaux des efforts locaux de consolidation de la paix est l'insuffisance préoccupante de fonds.

« Lack of funds make it impossible for peace builders to, for example, travel across districts to reach communities affected, hold public forums where actors can converge and share ideas and solutions on key conflict issues, and galvanize the support of young people to deter them from crime and exploitation. »¹³⁶

Un troisième défi est le manque d'engagement concret pour un financement à long terme.¹³⁷ La consolidation durable de la paix n'est pas une voie linéaire; il s'agit d'un processus qui nécessite une implication à long terme. Les obstacles liés à la production de rapports à court terme, ainsi que la nécessité d'indicateurs et de résultats mesurables font entrave aux projets efficaces qui ciblent les causes structurelles profondes du conflit. Tel que constaté, la Colombie est constituée d'une société civile forte aux niveaux national et local, mais les liens entre ces deux paliers ne sont pas aussi solides qu'ils le pourraient, et la concurrence pour les fonds et l'influence politique entre les organisations inhibent une saine collaboration.¹³⁸

4.1 L'État colombien

Bien que les Départements de la Colombie disposent d'une certaine autonomie, le pays reste tout de même un État centralisé, où les politiques sont développées au niveau national.¹³⁹ L'accord de paix de 2016 a entraîné un changement de structures du pouvoir, car l'espace institutionnel qui a été ouvert par le retrait des groupes armés est devenu une opportunité pour de nouveaux espaces de gouvernance. Ceux-ci doivent toutefois être remplis par des entités publiques officielles.

Cependant, puisque la présence de l'État dans de nombreuses régions et secteurs est encore faible, de nouveaux groupes armés illégaux profitent de cette brèche afin de prendre le contrôle de ces nouveaux espaces, accentuant du même coup la vulnérabilité de la population face à une vio-

lence potentielle. « Coordination is needed to improve communication within the state across sectors and governance levels, information gaps need to be closed, while national and local institutional capacity must be built. »¹⁴⁰ Ceci est très important afin de, non seulement stimuler l'économie dans ces régions, mais aussi de limiter la vulnérabilité de la population face à ces groupes armés et criminels.

Dans leurs efforts de consolidation durable de la paix, les dirigeants sociaux nécessitent un soutien renforcé de l'État colombien, car la recrudescence de la violence et les attaques ciblées contre eux menacent non seulement leur travail acharné, mais aussi un risque à leur vie. Bien que la sécurité physique de la majorité de la population s'est améliorée depuis la signature de l'accord de paix, les tentatives d'assassinats ciblées contre les dirigeants sociaux et les activistes menacent toujours le processus de paix. Cette réalité découle principalement des délais du gouvernement à mettre en œuvre efficacement l'entièreté de l'accord. Par conséquent, « institutional deficiencies in peace policies need to be tackled on the national level, as weak enforcement exacerbates current problems. »¹⁴¹

L'engagement continu de l'État en tant qu'acteur est essentiel afin de faciliter la coopération entre les communautés locales et les acteurs étatiques afin d'apporter une paix durable dans les régions les plus affectées par la violence. La consolidation durable de la paix en Colombie n'est envisageable que si les dirigeants locaux ont un espace sécuritaire où diriger et ce, avec la collaboration étroite de l'État, tel que décrit dans le chapitre précédent.

En conséquence, une solution assurant la protection des dirigeants sociaux et des organisations locales ainsi que la présence de l'État sur l'ensemble de son territoire doit impliquer le développement d'un plan global, individuel et collectif. Selon Stella Cano Arango, professeure à aux

universités catholiques et technologiques de Pereira en Colombie, le gouvernement devrait s'engager à investir dans les biens et services sociaux. « They must control the territories that were abandoned by the FARC-EP, especially at the borders, which double as corridors for illicit economies, and in historically marginalized regions. »¹⁴² Le gouvernement accuse déjà beaucoup de retard à ce niveau, mais devrait mettre en place des actions immédiates pour remédier à la situation.

Finalement, le gouvernement colombien se doit de remplir ses obligations et de mettre en œuvre les six points, bref l'entièreté, de l'accord de paix, en particulier les points deux et trois qui définissent des mesures spécifiques pour garantir la sécurité et créer des institutions à cet effet.¹⁴³ Bien que l'engagement et les efforts fournis par les dirigeants sociaux et les organisations locales sauvegardent l'accord de paix, sans l'entière collaboration et participation du gouvernement au processus, il serait impensable de concevoir une consolidation d'une paix viable en Colombie.

4.2 Communauté internationale

La paix est aussi importante pour la Colombie que pour la communauté internationale puisque tous ont un intérêt dans la réussite de ce processus de paix. Son modèle et ses aspects innovateurs reflétaient un espoir de consolidation de la paix pour de nombreux pays déchirés par les conflits violents. Dans ce sens, la communauté internationale doit engager et soutenir des dirigeants sociaux, des militants des droits de la personne et des militants pour la paix qui luttent de concert pour la paix en Colombie.

Ces dernières années, le concept de la paix libérale et ses composantes principales sont critiqués sous plusieurs perspectives et ses lacunes sont mises de l'avant. La paix libérale peut être définie comme étant « the promotion of democracy, market-based economic reforms and a range

of other institutions associated with ‘modern’ states as a driving force for building peace. »¹⁴⁴ Les critiques concernent principalement :

« incompatibility of certain stages of democratisation and economic reform; the ownership of development projects and ‘thick and thin’ versions of the neoliberal agenda; the possible incompatibility of post-conflict justice with the stabilisation of society and human rights; the problem of crime and corruption in economic and political reform; and the establishment of the rule of law. »¹⁴⁵

Les principaux acteurs des politiques et du développement soulignent l'importance de l'appropriation locale, de l'inclusivité, du renforcement des capacités locales et des initiatives communautaires.¹⁴⁶ Comme David Chandler, professeur à l'Université de Westminster, l'a souligné, « western policy-interveners increasingly claim not to be taking over decision-making processes, to be setting external goals, or to be measuring progress using external yardsticks ».¹⁴⁷ En avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté deux résolutions (A/RES/70/262 et S/RES/2282 (2016) sur la consolidation et le maintien de la paix. Il y est reconnu que « sustaining peace should be broadly understood as a goal and a process to build a common vision of a society, ensuring that the needs of all segments of the population are taken into account. »¹⁴⁸ Pour que la consolidation de la paix soit efficace, il est essentiel que : « sustaining peace is a shared task and responsibility that needs to be fulfilled by the Government and all other national stakeholders »¹⁴⁹, en plus du fait qu'il est nécessaire de fournir de l'aide internationale au besoin. Ainsi, sans prendre en charge directement les processus et initiatives de paix en Colombie, cela démontre que la communauté internationale reconnaît l'importance des acteurs locaux mais qu'elle a tout de même un rôle crucial à jouer dans la consolidation durable de la paix en Colombie.

Jusqu'à présent, l'ONU a joué un rôle fondamental dans le processus de paix en Colombie et doit continuer de le faire. Le premier mandat de la Mission des Nations Unies en Colombie qui fut établi par la résolution 2261 (2016)¹⁵⁰ du Conseil de Sécurité consistait à la vérification de l'accord entre le gouvernement et les FARC-EP sur le cessez-le-feu bilatéral et définitif ainsi que

la cessation des hostilités et le dépôt des armes. Cette première mission de l'ONU en Colombie a achevé la vérification de la pose d'armes réussies par les FARC-EP et de la transformation du groupe de guérilla en parti politique en septembre 2017. Suite à une demande conjointe d'appui supplémentaire de l'ONU par le gouvernement colombien et les FARC-EP, la résolution 2366 (2017) établit, pour une période initiale de douze mois, une mission politique en Colombie, la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie (la « Mission de vérification »), dirigée par un Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Cette même résolution établit également :

« qu'il incombe à la Mission de vérification de contrôler la mise en application, par le Gouvernement colombien et les FARC-EP, des clauses 3.2 et 3.4 de l'Accord final, comme le prévoit la clause 6.3.3 de celui-ci, y compris la réintégration politique, économique et sociale des membres des FARC-EP, la mise en œuvre des garanties de sécurité personnelle et collective, ainsi que la mise en place de programmes complets concernant les mesures de sécurité et de protection des communautés et des organisations sur les territoires, et assortis des mécanismes de vérification nécessaires aux niveaux régional et local. »¹⁵¹

Pour réaliser ce mandat, la Mission de vérification a, entre autres, établi des campements à travers la Colombie dans le but d'être présente sur le terrain pour superviser le processus d'intégration des anciens combattants des FARC-EP et les garanties de sécurité pour les communautés. La Mission mène également des activités de formation visant à prévenir l'inconduite, la discrimination et le harcèlement. De plus, elle soutient de nombreux projets de développement et de consolidation de la paix communautaire. À titre d'exemple, la Mission a accompagné le travail sur le terrain d'un projet dans le Département de César de la ONUAA et financé par *European Peace Fund*. Ce projet visait à assurer l'accessibilité de l'eau aux communautés de la région en unissant le travail des personnes des communautés impliquées dans le processus de réintégration des anciens combattants des FARC-EP.¹⁵²

La Mission de vérification et d'autres instances de l'ONU ont condamné à plusieurs reprises les attaques violentes et les assassinats visant les leaders sociaux et les anciens combattants des FARC-EP. Des experts en matière de droits de la personne des Nations unies

« called on the national authorities to protect the rights and freedoms of reintegrated former combatants of FARC-EP and their families as they transition to civilian life. They also urged fair and impartial investigation and prosecution for killings and acts of aggression, intimidation, harassment or retaliation by security forces as well as armed groups. »¹⁵³

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité en janvier 2020, l'émissaire de la Mission de Vérification, Carlos Ruiz, a affirmé que « la paix ne pourra être pleinement atteinte que si les voix courageuses de responsables sociaux continuent d'être réduites au silence par la violence et si les ex-combattant qui ont abandonné leurs armes et qui se sont engagées à la réintégration continuent d'être tués. »¹⁵⁴ Dans le Rapport du Secrétaire général sur la Mission de vérification des Nations unies en Colombie de juillet 2020, le secrétaire général a, entre autres, appelé « the National Commission of Security Guarantees to be convened, on a regular basis and to make progress in the adoption of a public policy to distant criminal organization effective, taking into account the proposals made by civil society organization. »¹⁵⁵

Bien que la Mission reconnaisse les problèmes menaçant le processus de paix, tels que la violence envers les dirigeants sociaux et interpelle les autorités nationales à assurer la sécurité de tous ceux participant au processus de paix, plus de pressions devrait être exercée sur le gouvernement actuel afin qu'il respecte les engagements de l'accord et que des actions concrètes soient faites pour éliminer la violence dirigée envers les communautés locales rurales et pour assurer le bon déroulement du processus de réintégration des anciens combattants des FARC-EP.

Le CPI et surtout le Bureau du Procureur supervisent et soutiennent également le processus de paix en Colombie. La JSP est responsable de traduire en justice les auteurs des crimes de guerres et contre l'humanité, mais s'ils coopèrent, ces personnes peuvent recevoir des peines alternatives

sous l'optique de la réconciliation. Effectuant un examen préliminaire de la complaisance de la Colombie au droit international depuis 2004, le Bureau "monitors Colombia's compliance with its obligation under the Rome Statute and general international law on the one hand, and Colombia's reception of international oversight of the peace deal negotiations and its prior transitional justice efforts on the other. »¹⁵⁶ Lors de sa mission en janvier 2020 en Colombie, le Bureau a engagé un dialogue constructif avec les autorités gouvernementales afin d'évaluer l'état d'avancement des procédures nationales engagées relativement aux axes prioritaires. « Les membres de la délégation ont également discuté de la mise au point de critères et d'indicateurs qui devraient permettre d'évaluer l'état d'avancement des efforts déployés à l'échelon national, en vue de juger les responsables de crimes relevant du Statut de Rome. »¹⁵⁷ Toutefois, le fait que ces indicateurs ne soient toujours pas définis à ce jour ne permet pas de connaître l'évaluation faite par le Bureau à propos des efforts nationaux colombiens envers la JSP.

L'ONU, ainsi que d'autres institutions internationales doivent aussi continuer de soutenir les efforts des consolidateurs locaux de la paix. Sans les efforts concertés de la communauté internationale et le soutien matériel continu des défenseurs de la paix au sein du congrès national et de la société civile, la promesse de paix sera réduite, puis finalement rompue face à la négligence internationale et à l'hostilité générale de l'administration de Duque.¹⁵⁸ Ces institutions doivent fournir des conseils et de l'orientation sur demande et offrir un soutien constant au besoin.

En général, apprécier le leadership local ne signifie pas que les étrangers n'ont pas leur place dans la consolidation de la paix dirigée localement. Au contraire, les praticiens, les organisations et les bailleurs de fonds de l'extérieur peuvent avoir des rôles qui pourraient

« take a variety of forms including, but not limited to, providing spaces in which they can develop and enact their own peacebuilding strategies, amplifying their solutions to decision-makers, offering technical and financial support, and connecting local expertise and perspective to international decision makers, policy makers, and ongoing international dialogue. »¹⁵⁹

Dans le cas de la Colombie, tel que nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, la société civile colombienne et ses communautés locales ont des capacités et volontés précieuses pour assurer une consolidation durable de la paix. Toutefois, le soutien externe demeure un aspect important de ce processus de paix afin de tenir le gouvernement colombien responsable d'assurer la sécurité de sa population et envers ses engagements concernant l'accord de paix ainsi que de contribuer à combler les lacunes causées par le délai de la mise en œuvre de la majorité des dispositions de l'accord de paix. La communauté internationale devrait continuer à jouer un rôle positif en soutenant financièrement et diplomatiquement la mise en œuvre. Les spécialistes internationaux en matière de consolidation de la paix doivent agir en tant que facilitateurs en s'assurant que les populations locales soient les principaux moteurs des initiatives et en soulignant l'importance de l'appropriation locale du processus de paix.

Présentement, bien que certaines institutions internationales, tels que l'ONU, soit présentes sur le terrain et dans les communautés locales, la majorité de ces institutions et organisations se concentrent principalement sur le processus de paix de haut niveau, sur les événements à Bogota et les décisions qui y sont prises. C'est là que se trouvent actuellement les intérêts des bailleurs de fonds et du gouvernement et que se concentre le financement de la société civile en Colombie. Selon le texte préparé par l'organisation *Conducive Space for Peace*, « the disconnect between what goes on in Bogota and in the rural communities is not new. But efforts by the international community is not helping significantly to bridge the gap. »¹⁶⁰ Les institutions internationales doivent faire davantage d'efforts pour opérer directement avec les leaders locaux et les communautés en matière de consolidation de la paix et sortir de la capitale, afin de diminuer les risques de reprise de violence armée. « This requires a long term commitment to accompany long term local leaders and communities and support to creating platforms to come together on an ongoing basis to drive

peace, together. »¹⁶¹ L'importance des engagements à long terme est également essentielle à la pérennité des efforts locaux, car les priorités des donateurs sont fortement influencées par le sentiment public et politique dans les pays donateurs et celui-ci peut changer abruptement. Les institutions internationales doivent trouver le moyen de soutenir plus efficacement le leadership local en matière de consolidation de la paix.

Certes, les acteurs internationaux demeurent impliqués depuis le début du processus de paix colombien. La Norvège, le Chili, le Venezuela et Cuba eurent un rôle crucial à jouer lors des négociations de paix, agissant en tant que garants et facilitateurs du processus de paix. Bien que plusieurs pays reconnaissent les menaces au processus de paix actuel et interpellent le gouvernement de la Colombie pour continuer la mise en œuvre des dispositions de l'accord de paix sans plus de délai, leur soutien financier reste relativement modeste. En effet, il représente présentement moins de 10% du budget total de la mise en œuvre des accords de paix.¹⁶² Étant donné les délais d'allocation des ressources pour plusieurs programmes devant être mis en place dans les régions rurales, les acteurs internationaux devraient collaborer davantage directement avec les organisations locales et les dirigeants de ces communautés afin d'avoir un impact plus positif sur les initiatives de consolidation de la paix de ces personnes. Ainsi :

« Without the international community's concerted efforts and continued material support of peace advocates in the national congress and civil society the promise of peace will wither and die from the international neglect and general hostility of the Duque administration. »¹⁶³

La réponse internationale aux arguments en faveur de processus de consolidation de la paix dirigée localement est que, trop souvent, il y a insuffisance de capacités parmi les organisations locales.¹⁶⁴ Qui plus est, la programmation et les rapports de ces organisations ne satisfont pas toujours aux exigences des bureaucraties et des constitutions des donateurs internationaux.¹⁶⁵ Toutefois, si les efforts proactifs et à long terme de consolidation de la paix au niveau local ne sont pas

soutenus, le risque de recrudescence de la violence armée est beaucoup plus élevée, ce qui entraînerait à nouveau une intensification des déplacements et des besoins humanitaires. Les institutions internationales ainsi que d'autres acteurs de la communauté internationale doivent trouver des moyens plus efficaces pour mieux soutenir le leadership local en matière de consolidation durable de la paix. Sans le travail acharné de ces leaders locaux, le chemin vers une pérennité de la paix dans ces communautés rurales serait beaucoup plus et les chances de succès seraient quasi inexistantes.

Conclusion

Compte tenu de la violence et des défis actuels dans la mise en œuvre des accords de paix de 2016 en Colombie, l'objectif de ce mémoire se voulait une analyse approfondie de la conjoncture critique devant laquelle le gouvernement colombien doit se positionner afin de résoudre son dilemme. Devra-t-il s'appuyer davantage sur le pouvoir des dirigeants sociaux et des organisations locales en matière de consolidation de la paix dirigée localement pour une paix durable dans le pays ?

Près de quatre ans depuis la fin du conflit armé entre le gouvernement colombien et les FARC-EP, le processus de consolidation durable de la paix se révèle déjà très fragilisé. Ce mémoire a permis, dans un premier temps, d'identifier les enjeux principaux justifiant les difficultés de mise en œuvre des dispositions de l'Accord ; soit la polarisation de la société, les délais de mise en application ainsi que la recrudescence généralisée de la violence, particulièrement envers les dirigeants sociaux et les militants pour les droits de la personne. Bien que nous sommes conscients que de nombreux autres enjeux influencent ce processus de paix, nous considérons que ces trois facteurs déstabilisent considérablement les efforts de paix en Colombie.

Dans un deuxième temps, nous avons pu constater que, malgré les efforts remarquables déployés pour conclure un accord de paix, sa mise en œuvre efficace est un processus complexe qui exige une inclusion accrue des intérêts et de la participation active des acteurs locaux, ainsi que leur protection et sécurité, tout en étant soutenu par des acteurs étatiques et internationaux. En ce sens, on devra particulièrement insister sur la pertinence et la centralité du rôle de ces dirigeants sociaux et organisations locales au sein du processus de paix actuel. La théorie de la transformation des conflits développée par John Paul Lederach soutient le rôle des individus et de groupes dans la création de réalités pacifiques. Cette théorie fut souvent avancée dans nombreux articles et/ou livres consultés pour la rédaction de ce mémoire. Dans la mesure où les conflits, au niveau local, sont exacerbés par la discrimination, les désavantages, l'exclusion et la violence, il faudra absolument inclure et soutenir les efforts des acteurs provenant de ces communautés afin que le processus de paix actuel ait des chances de réussite. L'organisation de consultations lors des négociations est un bon début de démarche, mais demeure insuffisante. Ces acteurs locaux doivent également être davantage impliqués dans la phase de mise en œuvre des dispositions de l'Accord. Les praticiens de la paix devraient être conscients de la capacité des initiatives locales et explorer les moyens de se connecter aux voix locales. Cela permettrait aux niveaux national et local de combler les lacunes du processus de consolidation de la paix, tel que le manque de participation citoyenne ou le besoin de financement durable.¹⁶⁶

L'activisme engagé des politiciens, des militants pour la paix, mais surtout celui des dirigeants sociaux et des militants des droits de la personne a sauvé l'accord de paix depuis sa signature et ce, malgré l'abatement, au sens large, dans lequel le corps politique colombien est actuellement plongé.¹⁶⁷ Toutefois, leur courage et leur activisme doivent être soutenus émotionnellement, financièrement et politiquement par le gouvernement national et par la communauté

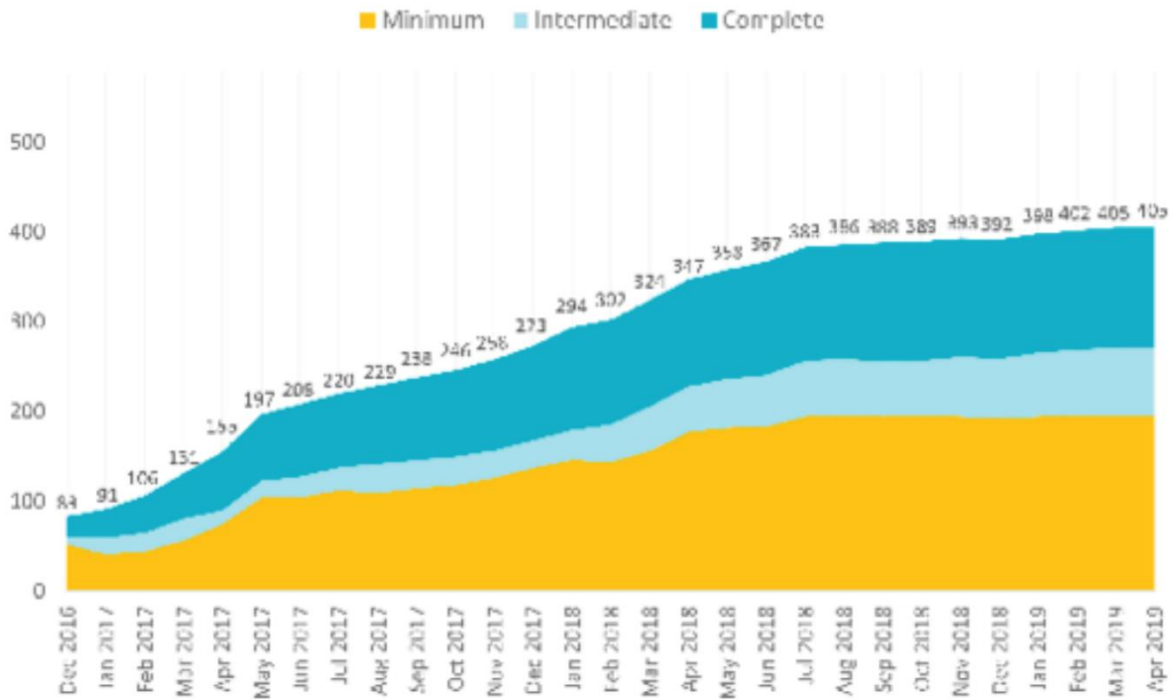
internationale. En reconnaissant qu'une société possède des histoires, des forces et des défis uniques, une voie à suivre pourrait être élaborée en écoutant attentivement les récits authentiques des gens touchés par le conflit. Les organisations locales ainsi que les dirigeants sociaux ont un rôle essentiel à jouer pour favoriser une culture de paix en Colombie. Certes, il y a des lacunes dans le processus de consolidation de la paix que seules les organisations communautaires pourraient combler. Ces dernières ont amorcé des tentatives de paix, il y a déjà plusieurs décennies, et leur voix doivent continuer d'être entendues dans les efforts de paix actuels, sinon le pouvoir sera toujours détenu par les parties en conflit. La paix ne peut pas être imposée de façon descendante ou venant de l'externe. Elle doit s'imprégner intrinsèquement dans la société colombienne en favorisant les partenariats et les incitations à la maintenir.

Ce mémoire fut rédigé lors de la pandémie de la COVID-19 de 2020 à un moment où la presque totalité des pays, dont la Colombie, avaient imposé une forme de quarantaine et des restrictions au niveau des déplacements. De plus, un cessez-le-feu d'une durée d'un mois a été annoncé en avril 2020 par le ELN. Il va de soi qu'en raison du déroulement imprévu et en temps réel, nous n'avons pu inclure ce facteur dans ce travail dû à l'absence de documentation sur le sujet. C'est l'avenir qui dévoilera la dynamique des conflits à moyen terme. En date du 14 avril 2020, le nombre officiel d'homicides avait diminué de 10 pour cent dans tout le pays, par rapport à la même période en 2019.¹⁶⁸ Cependant, les meurtres de dirigeants sociaux et d'anciens combattants des FARC-EP dans les zones rurales n'ont pas suivi la même trajectoire. En effet, plusieurs organisations non-gouvernementales et journaux rapportent déjà que plusieurs groupes armés profitent de cette situation inédite pour procéder à l'assassinat de militants sociaux ruraux.¹⁶⁹ Bien qu'il soit encore prématuré d'anticiper toutes les implications possibles d'une pandémie de COVID-19 pour la consolidation de la paix en Colombie, elle représente une source de nouvelles opportunités de

collaboration et d'initiatives renouvelées s'appuyant sur le pouvoir des dirigeants sociaux et des organisations locales.

Annexe

Graphique 1 : Résumé de la mise en œuvre mensuelle des dispositions de l'accord



Source : Kroc Institute for International Peace Justice, « State of Implementation of the Colombian Final Accord, December 2016 - April 2019, Executive summary », p.1

Bibliographie

Acuerdo Final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera, National Government of Colombia and Revolutionary Armed Forces of Colombia – People’s Army, 24 novembre 2016, Tiré de https://www.cancilleria.gov.co/sites/default/files/Fotos2016/12.11_1.2016nuevoacuerdofinal.pdf

ALSEEMA, Adriaan (2017). « All eyes on Santos as Colombia’s peace process spirals out of control », *Colombia Reports*, Tiré de <https://colombiareports.com/eyes-santos-peace-process-spirals-control/>

ARANGO GARCÍA, Felipe (2013). « Le processus de justice transitionnelle en Colombie », *Critique internationale*, n°58, pp.117-132, DOI: [10.3917/crui.058.0117](https://doi.org/10.3917/crui.058.0117)

ARNSON, Cynthia (2019, June). « Remarks on the status of implementation », in CORTRIGHT, David (Chair), *The Colombian Peace Process After Two Years*, Panel for Washington DC Seminar organized by KROC Institute for International Peace Studies, Tiré de https://kroc.nd.edu/assets/327728/190724_final_kroc_seminar_outcome_document.pdf

ASKENOVA, Marina (2018). «The ICC Involvement in Colombia: Walking the Fine Line Between Peace and Justice » dans BERGSMO, Morten et STAHN, Carsten, Eds. *Quality Control in Preliminary Examination: Volume 1*, Torkel Opsahl Academic EPublisher, Bruxelles, pp.257-282, Tiré de <https://www.legal-tools.org/doc/5b3704/pdf/>

ASMANN, Parker et O’REILLY, Eimhin (2020). « InSight Crime's 2019 Homicide Round-Up », *InSight Crime*, Tiré de <https://www.insightcrime.org/news/analysis/insight-crime-2019-homicide-round-up/>

AVOCATS SANS FRONTIÈRE CANADA (2016), « Le conflit interne colombien », *Le processus de paix en Colombie Des fiches pratiques d’Avocats sans frontières Canada*, Tiré de https://www.asfcanda.ca/uploads/publications/uploaded_processus-de-paix-fr-fiche-2-pdf-102.pdf

ANCTIL AVOINE, Priscyll et BOLÍVAR DURÁN, José Fabián (2018). « ‘Toys for Reconciliation’: A Grassroots Peacebuilding Initiative in Bucaramanga, Colombia », *Journal of Peacebuilding and Development*, 13(1), pp.62-78, DOI: [10.1080/15423166.2018.1429947](https://doi.org/10.1080/15423166.2018.1429947)

BARGUES-PEDRENY, Pol (2017). « Connolly and the never-ending critiques of liberal peace: from the privilege of difference to vorarephilia » *Cambridge Review of International Affairs*. 30(2), pp.216- 234, DOI: [10.1080/09557571.2017.1313195](https://doi.org/10.1080/09557571.2017.1313195)

BBC NEWS (2019). « Colombia ex-Farc rebel Iván Márquez issues call to arms », Tiré de <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-49508411>

BEJARANO, Ana (1992). « Democracia y sociedad civil: una introducción teórica » *Revista Análisis Político*, 0(15), pp.68-86, Tiré de <https://revistas.unal.edu.co/index.php/anpol/article/view/74399>

BERMÚDEZ MONTEAGUDO, Bárbara, DÍAZ VERA, Elizabeth, & FERNÁNDEZ BERMÚDEZ, Adiane. (2018). « El arte, el deporte y la lúdica: elementos claves de la educación para la paz », *Revista Conrado*, 14(63), pp.171-176, Tiré de <http://scielo.sld.cu/pdf/rc/v14n63/1990-8644-rc-14-63-171.pdf>

BUREAU DU PROCUREUR (2020). « Le Bureau du Procureur conclut sa mission en Colombie », *Cour pénale internationale*, Tiré de <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=pr1510&ln=fr>

CACEP, COORDINACIÓN SOCIAL Y POLÍTICA MARCHA PATRIÓTICA et INDEPAZ (2019). « Violaciones a los Derechos Humanos en tiempos de Paz », *Informe Especial*, Tiré de <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2019/09/Informe-Violaciones-a-los-Derechos-Humanos-en-tiempos-de-Paz.-Septiembre-de-2019-18-09-19.pdf>

CANCILLERÍA DE COLOMBIA (2016), « ABC Del Acuerdo », *Cartilla Pedagógica*, Tiré de <https://www.cancilleria.gov.co/sites/default/files/cartillaabcdelacuerdofinal2.pdf>

CANO ARANGO, Stella (2019). « Post-Conflict: The Mass, Systematic Killings of Social Leaders in Colombia », *IMPAKTER*, Tiré de <https://impakter.com/post-conflict-the-mass-systematic-killings-of-social-leaders-in-colombia/>

CHALABY, Odette (2018). « Colombia's peace agreement is the world's first to have gender at its core », *Apolitical*, Tiré de https://apolitical.co/en/solution_article/colombias-peace-agreement-worlds-first-gender-core

CHAMAT MATALLANA, Nicolás (2018). « Multi-Level Collective Efforts For Building Peace Amid Conflict in Colombia », in CONNOLLY, Leslie et POWERS, Laura, Eds., *Local Networks for Peace*, The International Peace Institute, pp.27-37

CHANDLER, David (2015), « Reconceptualizing International Intervention: Statebuilding, « Organic Processes » and the Limits of causal Knowledge », *Journal of Intervention and Statebuilding*, 9(1), pp.70-88, DOI: [10.1080/17502977.2015.1015247](https://doi.org/10.1080/17502977.2015.1015247)

CONDUCE SPACE FOR PEACE (2019), « Hope for Peace in Colombia - but only if local leaders have the space to lead », Tiré de <https://www.conducivespace.org/hope-for-peace-in-colombia/>

CONNAUGHTON, Stacey et BERNS, Jessica (2019), *Locally Led Peacebuilding : Global Case Studies*. Blue Ridge Summit: Rowman & Littlefield Publishers, ProQuest Ebook Central, Tiré de <https://ebookcentral.proquest.com/lib/ottawa/detail.action?docID=5854285>.

CONNOLLY, Leslie et POWERS, Laura, eds. (2018). *Local Networks for Peace: Lessons from Community-Led Peacebuilding*, New York: International Peace Institute, 73p., Tiré de https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2018/09/1809_Local-Networks-for-Peace2.pdf

CONNOLLY, Leslie et CONSIDINE, Sapna (2018). « Local Peacebuilders Share Views on Challenges Sustaining Peace », *Global Observatory*, The International Peace Institute, Tiré de <https://theglobalobservatory.org/2018/04/local-peacebuilders-views-challenges-sustaining-peace/>

DERKS, Maria (2012). « Improving Security and Justice Through Local/Nonstate Actors. The Challenges of Donor Support to Local/Non-State Security and Justice Providers », Clingendael Institute, Tiré de <https://www.clingendael.org/publication/improving-security-and-justice-through-localnon-state-actors-challenges-donor-support>

DONAIS, Timothy (2009). « Empowerment or Imposition ? Dilemmas of Local Ownership in Post-Conflict Peacebuilding Processes », *Peace & Change*, 34(1), pp.3-26, DOI: [10.1111/j.1468-0130.2009.00531.x](https://doi.org/10.1111/j.1468-0130.2009.00531.x)

- DORAN, Marie-Christine (2020), « Le rôle politique de la mémoire en Colombie et au Chili : imaginaires, mobilisations, institutions », *The Ethics Forum/ Les Ateliers de l'éthique*, 14(2), pp. 43-75.
- DUFORT, Philippe (2008). « Droit international, relations sociales de propriété et processus de paix en Colombie: Une réarticulation politico-juridique », *Études Internationales*, 39(1), pp.105-123, DOI:[10.7202/018721ar](https://doi.org/10.7202/018721ar)
- DUNCAN, Gustavo (2007) cité dans TATE, Winifred (2011). « Paramilitary Forces in Colombia PARAMILITARY FORCES IN COLOMBIA », *Latin American Research Review*, 46(3), pp.191-200, Tiré de <https://www.jstor.org/stable/41413320?seq=1>
- FERNÁNDEZ, Andrés (2018). «Colombian President Again Promises FARC's Most Serious Crimes Won't Go Unpunished », *Panam Post*, Tiré de <https://panampost.com/felipe-fernandez/2018/01/16/colombian-president-farc-serious-crimes-unpunished/?cn-reloaded=1>
- FIRCHOW, Pamina (2019). « Colombia's long-term peace may depend on support for the Truth Commission », *The Washington Post*, Tiré de <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2019/02/04/colombias-long-term-peace-may-depend-on-support-for-the-truth-commission/>
- FUNDACIÓN IDEAS PARA LA PAZ (FIP), (2018). « ¿En qué va la sustitución de cultivos ilícitos? Balance del 2017 y lo que Viene en 2018 », Rapport n°3, Tiré de <http://www.ideaspaz.org/publications/posts/1654>
- FUNDACIÓN PARA LA RECONCILIACIÓN (date inconnue). « Centro de reconciliación », Tiré de <http://fundacionparalareconciliacion.org/centro-de-reconciliacion/>
- General Assembly Resolution 70/262, A/RES/70/262 (27 avril 2016), Disponible à https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/generalassembly/docs/globalcompact/A_RES_70_262.pdf
- GOMEZ, Diana (2017), « Les droits des victimes dans les accords de paix de La Havane », *IdeAs*, Volume 9, 5p., DOI: [10.4000/ideas.1846](https://doi.org/10.4000/ideas.1846)
- GONZALEZ, Fernán (2008). « The Colombian conflict in historical perspective », dans GARCÍA-DURÁN, Mauricio, Eds., *Accord*, N°14, Conciliation Resources, pp. 10-17, Tiré de [https://rc-services-assets.s3.eu-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/Alternatives to war Colombia's peace processes Accord Issue 14.pdf](https://rc-services-assets.s3.eu-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/Alternatives%20to%20war%20Colombia%27s%20peace%20processes%20Accord%20Issue%2014.pdf)
- GRASER, Maximilian, BONATTI, Michelle, EUFEMIA, Luca, MORALES MUÑOZ, Hector, LANA Marcos & LÖHR, Katharina & SIEBER, Stefan (2020). « Peacebuilding in Rural Colombia—A Collective Perception of the Integrated Rural Reform (IRR) in the Department of Caquetá (Amazon) » *Land*, 9(36), 17p., DOI: [10.3390/land9020036](https://doi.org/10.3390/land9020036)
- GRUNER, Sheila (2017). « Territory, Autonomy, and the Good Life: Afro-Colombian and Indigenous Ethno-Territorial Movements in Colombia's Peace Process », *Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 22(1), pp.174-182, DOI: [10.1111/jlca.12269](https://doi.org/10.1111/jlca.12269)

- GRUPO DE MEMORIA HISTÓRICA (2016). « BASTA YA! Colombia: Memories of War and Dignity », Centro Nacional de Memoria Histórica, Tiré de <http://centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2016/basta-ya-ingles/BASTA-YA-ingles.pdf>
- HAMIDI, Marthe Hieve (2018). « Colombia's Peace and Grassroots Peacebuilding », *Adapt Peacebuilding*, Tiré de <https://adaptpeacebuilding.org/blog/2018/11/2/colombias-peace-and-grassroots-peacebuilding>
- HERBOLZHEIMER, Kristian (2019). « Negotiating inclusive peace in Colombia », dans CARL, Andy, Eds., *Navigating inclusion in peace processes*, Accord, n°28, Tiré de https://rc-services-assets.s3.eu-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/Navigating_inclusion_in_peace_processes_Accord_Issue_28.pdf
- HUNT, Selina (2019). « Grassroots peacebuilding in Colombia: Layers of peace building and their inter-sections » Faculty of Graduate Studies Online Theses, *Dalhousie University*, Halifax, 80p., Tiré de <https://dalspace.library.dal.ca/handle/10222/75656>
- HUPET, Pierre et GIRALDO JIMENEZ, Fabio Humberto (2009). « Le conflit colombien. Acteurs, enjeux et perspectives », *Annuaire Français de Relations Internationales*, Vol. 10, 15p., Tiré de https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2010/07/Article_Hupet_et_Giraldo_Himenez.pdf
- HYLAND, Steven (2019). « Colombia's Peace Process: the Role of Activists, the Government, and the International Community », *IMPAKTER*, Tiré de <https://impakter.com/colombias-peace-process-the-role-of-activists-the-government-and-the-international-community/>
- INSIGHT CRIME (2020). « ELN », Tiré de <https://www.insightcrime.org/colombia-organized-crime-news/eln-profile/>
- INSIGHT CRIME (2019). « The Criminal Portfolio of the Ex-FARC Mafia », Tiré de <https://www.insightcrime.org/investigations/criminal-portfolio-ex-farc-mafia/>
- INTERNATIONAL CENTER FOR TRANSITIONAL JUSTICE (ICTJ) (2018), « Colombia », Tiré de <https://www.ictj.org/our-work/regions-and-countries/colombia>
- JARAMILLO, Sergio (2019). « Inclusion and the Colombia peace process. A conversation with Sergio Jaramillo », dans CARL, Andy, Eds., *Navigating inclusion in peace processes*, Accord, N°28, Adresse URL: https://rc-services-assets.s3.eu-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/Navigating_inclusion_in_peace_processes_Accord_Issue_28.pdf
- JURISDICCIÓN ESPECIAL PARA LA PAZ (2018). « Misión, visión y objetivos », [En ligne], Adresse URL: <https://www.jep.gov.co/JEP/Paginas/Mision-vision-objetivos.aspx>
- KROC INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE STUDIES (2019). « State of Implementation of the Colombian Final Accord, December 2016 - April 2019, Executive summary », *Keough School of Global Affairs*, University of Notre Dame, Notre Dame, Tiré de https://kroc.nd.edu/assets/333274/executive_summary_colombia_print_single_2.pdf
- LA VIA CAMPESINA (2019). « La Via Campesina defends the Peace Agreement in Colombia », Tiré de <https://viacampesina.org/en/la-via-campesina-defends-the-peace-agreement-in-colombia/>

- LAIR, Eric (2001). « La Colombie entre guerre et paix », *Politique Étrangère*, 66(1), pp.109-121, DOI: [10.3406/polit.2001.5048](https://doi.org/10.3406/polit.2001.5048)
- LAMBOURNE, Wendy (2004). « Post-conflict peacebuilding: Meeting human needs for justice and reconciliation. » *Peace, Conflict and Development*, n°4, pp.1-24, DOI: [10.7246/pcd.0404](https://doi.org/10.7246/pcd.0404)
- LAMPREA, María Paula et CELEMÍN, Lorena (s. d.). « Educación para la paz: una construcción cultural desde el arte, el deporte y la lúdica », Fundación para la reconciliación, p.2, Tiré de <http://fundacionpara-lareconciliacion.org/resenas-de-investigacion/>
- LE MONDE (2016). « Pourquoi la Colombie a voté « non » à l'accord de paix avec les FARC », Tiré de https://www.lemonde.fr/international/article/2016/10/03/pourquoi-la-colombie-a-vote-non-a-l-accord-de-paix-avec-les-farc_5007519_3210.html
- LEDERACH, John Paul (1999). « Justpeace - The Challenge of the 21st Century », in *People Building Peace, 35 Inspiring Stories from Around the World*, Utrecht, Netherlands: European Centre for Conflict Prevention, in cooperation with the International Fellowship of Reconciliation and the Coexistence Initiative of State of the World Forum, pp.27-36
- LEDERACH, John Paul (1995). « Preparing for Peace: Conflict Transformation Across Cultures ». Syracuse, NY : Syracuse University Press, 146p.
- LEONARDSSON, Hanna, et RUDD, Gustav (2015). « The 'Local Turn' in Peacebuilding: a Literature Review of Effective and Emancipatory Local Peacebuilding. » *Third World Quarterly: The "local turn" in peacebuilding: the liberal peace challenged*, 36(5), pp. 825–839, DOI: [10.1080/01436597.2015.1029905](https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1029905)
- LILIA, Jannie, & HÖGLUND, Kristine (2018). « The Role of the External in Local Peacebuilding: Enabling Action—Managing Risk » *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations*, 24(3), pp.411-430, DOI: [10.1163/19426720-02403007](https://doi.org/10.1163/19426720-02403007)
- LLORENTE, María Victoria (2019, June). « Land Reform, Territorial Peace, and Rural Development », in CORTRIGHT, David (Chair), *The Colombian Peace Process After Two Years*, Panel for Washington DC Seminar organized by KROC Institute for International Peace Studies, Tiré de https://kroc.nd.edu/assets/327728/190724_final_kroc_seminar_outcome_document.pdf
- Locally driven peacebuilding (2015). Repris de <https://www.cla.purdue.edu/ppp/documents/publications/Locally.pdf>
- MARTÍNEZ MORA, Nathalia et USECHE ALDANA, Óscar (2013). « Preparanos para el post-conflicto o la post-negociacion. » *Polisemia*. 9(16), pp.10-15, DOI: [10.26620/uniminuto.polisemia.9.16.2013.10-15](https://doi.org/10.26620/uniminuto.polisemia.9.16.2013.10-15)
- MATANOCK, Aila M. et GARCÍA-SÁNCHEZ, Miguel (2017). « The Colombian Paradox: Peace Processes, Elite Divisions & Popular Plebiscites », dans EIKENBERRY, Karl et KRASNER, Stephen D., *Daedalus: Journal of the American Academy of Arts & Sciences: Civil Wars & Global Disorder: Threats & Opportunities*, 146(4), MIT Press, pp.152-166, Tiré de <https://www.amacad.org/daedalus/civil-wars-global-disorder-threats-opportunities>
- NATION UNIES (2020). « Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur la Colombie », SC/14081, Tiré de <https://www.un.org/press/fr/2020/sc14081.doc.htm>

NATION UNIES (2020). «Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur la Colombie », SC/14163, Tiré de <https://www.un.org/press/fr/2020/sc14163.doc.htm>

NATION UNIES, Département de l'information (2020). « Comunicado de Prensa de la Misión de Verificación de la ONU en Colombia », Tiré de <https://colombia.unmissions.org/comunicado-de-prensa-de-la-misi%C3%B3n-de-verificaci%C3%B3n-de-la-onu-en-colombia-0>

NATIONS UNIES, Département de l'information (2020). « En Colombie, la paix durement gagnée doit être protégée et préservée, rappelle l'ONU », Tiré de <https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059732#:~:text=%C2%AB%20La%20paix%20ne%20sera%20pas,a%20pr%C3%A9venu%20Carlos%20Ruiz%20Massieu.>

NEWMAN, Edward, PARIS, Roland et RICHMOND, Oliver P. (2009). *New Perspectives on Liberal Peacebuilding*. New York, Tokyo: United Nations University Press, 392p., DOI: [10.1177/00223433100470041117](https://doi.org/10.1177/00223433100470041117)

NILSSON, Manuela (2018). « Building Peace Amidst Violence: An Analysis of Colombia's Policies to Address Security and Development challenges », *Iberoamericana – Nordic Journal of Latin American and Caribbean Studies*, 47(1), pp.34-44, DOI: [10.16993/iberoamericana.411](https://doi.org/10.16993/iberoamericana.411)

NILSSON, Manuela et GONZALEZ MARÍN, Lucía (2020). «Violent Peace: Local Perceptions of Threat and Insecurity in Post-Conflict Colombia », *International Peacekeeping*, 27(2), pp.238-262, DOI: [10.1080/13533312.2019.1677159](https://doi.org/10.1080/13533312.2019.1677159)

OROZCO TASCÓN, Cecilia (2015), «Se está gestando una piñata de impunidad », *El Espectador*, Tiré de <https://www.elespectador.com/noticias/politica/se-esta-gestando-una-pinata-de-impunidad/>

PALADINI ADELL, Borja (2012). « From Peacebuilding and Human Development Coalitions to Peace Infrastructure in Colombia », in *Peace Infrastructures – Assessing Concept and Practice*, Berghof Handbook Dialogue Series, n°10, Berghof Foundation, pp.44-52, Tiré de https://www.berghof-foundation.org/fileadmin/redaktion/Publications/Handbook/Dialogue_Chapters/dialogue10_paladini_adell_comm.pdf

PARKIN DANIELS, Joe (2020). « Colombian death squads exploiting coronavirus lockdown to kill activists », *The Guardian*, Tiré de <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/23/colombian-groups-exploiting-coronavirus-lockdown-to-kill-activists>

PC Zoe (2019). « Nine reasons why Colombians are going on strike », *People Dispatch*, Tiré de <https://peoplesdispatch.org/2019/11/21/nine-reasons-why-colombians-are-going-on-strike/>

PÉCAUT, Daniel (2008). « La « guerre prolongée » des FARC », *EchoGéo*, 12p., DOI: [10.4000/echo-geo.10163](https://doi.org/10.4000/echo-geo.10163)

PFEIFFER, Silke (2015). « Territorial peacebuilding in Colombia: the opportunity to do what has not been achieved before? », *NOREF Report*, Tiré de <http://www.files.ethz.ch/isn/192284/d6c6acc131e49dbc761018bfe2951621.pdf>

QUINTERO, Jorge (2019). « Access to water: the project that unites people in the process of reintegration and a local community in the Cesar Department » *UN Verification Mission in Colombia*, Tiré de <https://colombia.unmissions.org/en/access-water-project-unites-people-process-reintegration-and-local-community-cesar-department>

REDACCIÓN COLOMBIA 2020, (2020). « Entre enero y marzo de 2020, 47 líderes sociales fueron asesinados: Somos Defensores », *El Espectador*, Tiré de <https://www.elespectador.com/colombia2020/pais/lideres-sociales-asesinados-en-2020-47-casos-entre-enero-y-marzo/>

RICHMOND, Oliver. (2006). The problem of peace : understanding the ‘liberal peace’. *Conflict, Security & Development*. pp.291-314, DOI: [10.1080/14678800600933480](https://doi.org/10.1080/14678800600933480)

ROMERO SALA, Mar (2019). « Drug trafficking and Colombian ‘peace’ », *Global Americans*, Tiré de <https://theglobalamericans.org/2019/05/drug-trafficking-and-colombian-peace/>

RUIZ, Pablo (2020). « The Colombian Peace Process Effort and COVID-19 », *PRIO Blogs*, Tiré de <https://blogs.prio.org/2020/05/the-colombian-peace-process-effort-and-covid-19/>

SACIPA-RODRIGUEZ, Stella et MONTERO, Maritza (Eds.) (2014). « Psychological approaches to peacebuilding in Colombia » Switzerland: Springer International Publishing, 150p. DOI: doi.org/10.1007/978-3-319-04549-8

SCHEYE, Eric (2009). «Pragmatic Realism in Justice and Security Development: Supporting Improvement in the Performance of Non-State/Local Justice and Security Networks », Clingendael Institute, Tiré de https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20090707_cru_local_justice_scheye.pdf

Security Council Report 239, *United Nations Verification Mission in Colombia Report of the Secretary-General*, S/2020/239 (26 mars 2020), Disponible à https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2020_239_e.pdf

Security Council Resolution 2261 (2016), S/RES/2261 (2016) (25 janvier 2016), Disponible à <http://unscr.com/en/resolutions/doc/2261>

Security Council Resolution 2282 (2016), S/RES/2282 (2016) (27 avril 2016), Disponible à https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_res_2282.pdf

Security Council Resolution 2366 (2017), S/RES/2366 (2017) (10 juillet 2017), Disponible à [https://undocs.org/S/RES/2366\(2017\)](https://undocs.org/S/RES/2366(2017))

SEGURA, Renata (2019). « Colombia Further Polarized by President’s Action on Transitional Justice Law », *The Global Observatory*, The International Peace Institute, Tiré de <https://theglobalobservatory.org/2019/04/colombia-polarized-president-action-transitional-justice-law/>

SENDING, Ole Jacob (2009). « Why Peacebuilders Fail to Secure Ownership and Be Sensitive to Context. » *Security in Practice Working Paper Series I*. Oslo: NUPI, 23p., Tiré de <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/FC2FEB9DD60A69274925765B0010A3BB-SIP-1-WP-755-Sending.pdf>

SUÁREZ, Juliana (2020). « Colombia: there are more social leaders killed than days of the year 2020 », *Latin American Post*, Tiré de <https://latinamericanpost.com/31699-colombia-there-are-more-social-leaders-killed-than-days-of-the-year-2020>

TELESUR (2020), « Social Leader Killed in Colombia, 84 so Far in 2020 », Tiré de <https://www.telesurenglish.net/news/Social-Leader-Killed-in-Colombia-84-so-Far-in-2020-20200502-0006.html>

UN Verification Mission in Colombia (s. d.), « Mandate », Tiré de <https://colombia.unmissions.org/en/mandate>

UNHRC (2019). « Colombia: UN experts condemn attacks on reintegrated former combatants, urge respect for peace process » Tiré de <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=24673&LangID=E>

WIENAND, Sandra et TREMARIA, Stiven (2017). « Paramilitarism in a Post-Demobilization Context? Insights from the Department of Antioquia in Colombia », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n°103, pp.25-50, DOI: [10.18352/erlacs.10161](https://doi.org/10.18352/erlacs.10161)

Notes de fin

¹ GRUPO DE MEMORIA HISTÓRICA (2016). « BASTA YA! Colombia: Memories of War and Dignity », Centro Nacional de Memoria Histórica, p.26, Tiré de <http://centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2016/basta-ya-ingles/BASTA-YA-ingles.pdf>

² *Ibid.*, p.42

³³ FERNÁNDEZ, Andrés (2018). «Colombian President Again Promises FARC's Most Serious Crimes Won't Go Unpunished », *Panam Post*, Tiré de <https://panampost.com/felipe-fernandez/2018/01/16/colombian-president-farc-serious-crimes-unpunished/?cn-reloaded=1>

⁴ HAMIDI, Marthe Hieve (2018). « Colombia's Peace and Grassroots Peacebuilding », *Adapt Peacebuilding*, Tiré de <https://adaptpeacebuilding.org/blog/2018/11/2/colombias-peace-and-grassroots-peace-building>

⁵ REDACCIÓN COLOMBIA 2020, (2020). « Entre enero y marzo de 2020, 47 líderes sociales fueron asesinados: Somos Defensores », *El Espectador*, Tiré de <https://www.elespectador.com/colombia2020/pais/lideres-sociales-asesinados-en-2020-47-casos-entre-enero-y-marzo/>

⁶ WIENAND, Sandra et TREMARIA, Stiven (2017). « Paramilitarism in a Post-Demobilization Context? Insights from the Department of Antioquia in Colombia », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n°103, p.26

⁷ BARGUES-PEDRENY, Pol (2017). « Connolly and the never-ending critiques of liberal peace: from the privilege of difference to vorarephilia » *Cambridge Review of International Affairs*. 30(2), 216- 234.

⁸ PAFFENHOLZ, Thania (2010). Cité dans HUNT, Selina (2019). « Grassroots peacebuilding in Colombia: Layers of peace building and their intersections » Faculty of Graduate Studies Online Theses, *Dalhousie University*, Halifax, p.34

⁹ LEDERACH, John Paul (1995). « Preparing for Peace: Conflict Transformation Across Cultures ». Syracuse, NY: Syracuse University Press

¹⁰ LAMBOURNE, Wendy (2004). « Post-conflict peacebuilding: Meeting human needs for justice and reconciliation. » *Peace, Conflict and Development*, n°4 https://pdfs.semanticscholar.org/ed48/f337fe82d297a0fed0e2bbdd50539dc5a41f.pdf?_ga=2.74419346.1404315033.1591993790-1308588885.1591993790

¹¹ PÉCAUT, Daniel (2008). « La « guerre prolongée » des FARC », *EchoGéo*, Sur le Vif, p.1

¹² HUPET, Pierre et GIRALDO JIMENEZ, Fabio Humberto (2009). « Le conflit colombien. Acteurs, enjeux et perspectives », *Annuaire Français de Relations Internationales*, Vol. 10, p.2

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*, p.3

¹⁶ UNITED STATES BUREAU OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION SERVICES (2003). « Colombia: Information on the Former Guerrilla Group M-19 », Tiré de <https://www.refworld.org/docid/414eee264.htm>

¹⁷ DUNCAN, Gustavo (2007) cité dans TATE, Winifred (2011). « Paramilitary Forces in Colombia PARAMILITARY FORCES IN COLOMBIA », *Latin American Research Review*, 46(3), p.193

¹⁸ GONZALEZ, Fernán (2008). « The Colombian conflict in historical perspective », in GARCÍA-DURÁN, Mauricio, Eds., *Accord, Alternatives to War, Colombia's peace processes*, n°14, Conciliation Resources, p.13

¹⁹ LAIR, Eric (2001). « La Colombie entre guerre et paix », *Politique Étrangère*, n°1, 66e année, p.112

²⁰ *Ibid.* p.113

²¹ PÉCAUT, Daniel (2008). « La « guerre prolongée » des FARC », *EchoGéo*, Sur le Vif, p.4

²² INSIGHT CRIME (2020)., « ELN », Tiré de <https://www.insightcrime.org/colombia-organized-crime-news/eln-profile/>

²³ *Ibid.*

²⁴ LAIR, Eric (2001). « La Colombie entre guerre et paix », *Politique Étrangère*, n°1, 66e année, p.111

²⁵ *Ibid.*

²⁶ THE DEFENSE POST (2019). « Colombia's ELN rebels ask for government guarantees after peace talks fail », Tiré de <https://www.thedefensepost.com/2019/01/22/colombia-eln-rebels-government-guarantees-peace-talks-fail/>

²⁷ PÉCAUT, Daniel (2008). « La « guerre prolongée » des FARC », *EchoGéo*, Sur le Vif, p.6

²⁸ *Ibid.* p.7

²⁹ *Ibid.*, p.4

³⁰ AVOCATS SANS FRONTIÈRE CANADA (2016), « Le conflit interne colombien », *Le processus de paix en Colombie Des fiches pratiques d'Avocats sans frontières Canada*, Tiré de https://www.asfcanada.ca/uploads/publications/uploaded_processus-de-paix-fr-fiche-2-pdf-102.pdf

³¹ Ce sont les termes utilisés par l'anthropologue légiste au Centro Nacional de Memoria Histórica (CNMH, Centre national de la mémoire historique, en français), Helka Alejandra Quevedo Hidalgo, dans une entrevue à Bogotá, 2017, accordée à Marie-Christine Doran et citée dans DORAN, Marie-Christine (2020), « Le rôle politique de la mémoire en Colombie et au Chili : imaginaires, mobilisations, institutions », *The Ethics Forum/ Les Ateliers de l'éthique*, 14(2), p. 54..

³² *ibid*

³³ CANCELLERÍA DE COLOMBIA (2016), « ABC Del Acuerdo », *Cartilla Pedagógica*, Tiré de <https://www.cancilleria.gov.co/sites/default/files/cartillaabccdelacuerdofinal2.pdf>

³⁴ HERBOLZHEIMER, Kristian (2019). « Negotiating inclusive peace in Colombia », dans CARL, Andy, Eds., *Accord, Navigating inclusion in peace processes*, Conciliation Resources, n°28, p.49

³⁵ GRUNER, Sheila (2017). « Territory, Autonomy, and the Good Life: Afro-Colombian and Indigenous Ethno-Territorial Movements in Colombia's Peace Process », *Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 22(1), p.174

³⁶ HERBOLZHEIMER, Kristian (2019). « Negotiating inclusive peace in Colombia », dans CARL, Andy, Eds., *Accord, Navigating inclusion in peace processes*, Conciliation Resources, n°28, p.49

³⁷ PFEIFFER, Silke (2015). « Territorial peacebuilding in Colombia: the opportunity to do what has not been achieved before? », *NOREF Report*, Norwegian Peacebuilding Resource Centre, p.3, Tiré de <http://www.files.ethz.ch/isn/192284/d6c6acc131e49dbc761018bfe2951621.pdf>

³⁸ HERBOLZHEIMER, Kristian (2019). « Negotiating inclusive peace in Colombia », dans CARL, Andy, Eds., *Accord, Navigating inclusion in peace processes*, Conciliation Resources, n°28, p.49

³⁹ CHALABY, Odette (2018). « Colombia's peace agreement is the world's first to have gender at its core », *Apolitical*, Tiré de https://apolitical.co/en/solution_article/colombias-peace-agreement-worlds-first-gender-core

⁴⁰ HERBOLZHEIMER, Kristian (2019). « Negotiating inclusive peace in Colombia », dans CARL, Andy, Eds., *Accord, Navigating inclusion in peace processes*, Conciliation Resources, n°28, p.49

⁴¹ GOMEZ, Diana (2017), « Les droits des victimes dans les accords de paix de La Havane », *IdeAs*, Vol.9, p.2

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Acuerdo Final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*, Gouvernement national de la Colombie et les Forces Armées révolutionnaires de Colombie, 24 novembre 2016, Tiré de https://www.cancilleria.gov.co/sites/default/files/Fotos2016/12.11_1.2016nuevoacuerdofinal.pdf

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ HERBOLZHEIMER, Kristian (2019). « Negotiating inclusive peace in Colombia », dans CARL, Andy, Eds., *Accord, Navigating inclusion in peace processes*, Conciliation Resources, n°28, p.50

⁴⁶ KROC INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE STUDIES (2019). « State of Implementation of the Colombian Final Accord, December 2016 - April 2019, Executive summary », *Keough School of Global Affairs*, p.2

⁴⁷ ARNSON, Cynthia (2019, June). « Remarks on the status of implementation », in CORTRIGHT, David (Chair), *The Colombian Peace Process After Two Years*, Panel for Washington DC Seminar organized by

KROC Institute for International Peace Studies, Adresse URL: https://kroc.nd.edu/assets/327728/190724_final_kroc_seminar_outcome_document.pdf

⁴⁸ HERBOLZHEIMER, Kristian (2019). « Negotiating inclusive peace in Colombia », dans CARL, Andy, Eds., *Accord, Navigating inclusion in peace processes*, Conciliation Resources, n°28, p.48

⁴⁹ JARAMILLO, Sergio (2019). « Inclusion and the Colombia peace process. A conversation with Sergio Jaramillo », dans CARL, Andy, Eds., *Accord, Navigating inclusion in peace processes*, Conciliation Resources, n°28, p.50

⁵⁰ MATANOCK, Aila M. et GARCÍA-SÁNCHEZ, Miguel (2017). « The Colombian Paradox: Peace Processes, Elite Divisions & Popular Plebiscites », dans EIKENBERRY, Karl et KRASNER, Stephen D., *Daedalus: Journal of the American Academy of Arts & Sciences: Civil Wars & Global Disorder: Threats & Opportunities*, 146(4), MIT Press, p.154

⁵¹ *Ibid.* p.155

⁵² *Acuerdo Final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*, National Government of Colombia and Revolutionary Armed Forces of Colombia – People’s Army, 24 novembre 2016, Tiré de https://www.cancilleria.gov.co/sites/default/files/Fotos2016/12.11_1.2016nuevoacuerdofinal.pdf

⁵³ JURISDICCION ESPECIAL PARA LA PAZ (2018). « Misión, visión y objetivos », Tiré de <https://www.jep.gov.co/JEP/Paginas/Mision-vision-objetivos.aspx>

⁵⁴ OROZCO TASCÓN, Cecilia (2015), « Se está gestando una piñata de impunidad », *El Espectador*, Tiré de <https://www.elespectador.com/noticias/politica/se-esta-gestando-una-pinata-de-impunidad/>

⁵⁵ ARANGO GARCÍA, Felipe (2013). « Le processus de justice transitionnelle en Colombie », *Critique internationale*, n°58, p.119

⁵⁶ *Ibid.*, p.121

⁵⁷ DUFORT, Philippe (2008). « Droit international, relations sociales de propriété et processus de paix en Colombie : Une réarticulation politico-juridique », *Études Internationales*, 39(1), p.117

⁵⁸ JARAMILLO, Sergio (2019). « Inclusion and the Colombia peace process. A conversation with Sergio Jaramillo », dans CARL, Andy, Eds., *Accord, Navigating inclusion in peace processes*, Conciliation Resources, n°28, p.50

⁵⁹ LE MONDE (2016). « Pourquoi la Colombie a voté « non » à l’accord de paix avec les FARC », Tiré de https://www.lemonde.fr/international/article/2016/10/03/pourquoi-la-colombie-a-vote-non-a-l-accord-de-paix-avec-les-farc_5007519_3210.html

⁶⁰ ALSEEMA, Adriaan (2017). « All eyes on Santos as Colombia’s peace process spirals out of control », *Colombia Reports*, Tiré de <https://colombiareports.com/eyes-santos-peace-process-spirals-control/>

⁶¹ SEGURA, Renata (2019). « Colombia Further Polarized by President’s Action on Transitional Justice Law », *The Global Observatory*, The International Peace Institute, Tiré de <https://theglobalobservatory.org/2019/04/colombia-polarized-president-action-transitional-justice-law/>

⁶² LLORENTE, María Victoria (2019, June). « Land Reform, Territorial Peace, and Rural Development », in CORTRIGHT, David (Chair), *The Colombian Peace Process After Two Years*, Panel for Washington DC Seminar organized by KROC Institute for International Peace Studies, Tiré de https://kroc.nd.edu/assets/327728/190724_final_kroc_seminar_outcome_document.pdf

⁶³ KROC INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE STUDIES (2019). « State of Implementation of the Colombian Final Accord, December 2016 - April 2019, Executive summary », *Keough School of Global Affairs*, p.1

⁶⁴ NATION UNIES (2020). « Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur la Colombie », SC/14081, Tiré de <https://www.un.org/press/fr/2020/sc14081.doc.htm>

⁶⁵ ROMERO SALA, Mar (2019). « Drug trafficking and Colombian ‘peace’ », *Global Americans*, Tiré de <https://theglobalamericans.org/2019/05/drug-trafficking-and-colombian-peace/>

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ LA VIA CAMPESINA (2019). « La Via Campesina defends the Peace Agreement in Colombia », Tiré de <https://viacampesina.org/en/la-via-campesina-defends-the-peace-agreement-in-colombia/>

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ BBC NEWS (2019). « Colombia ex-Farc rebel Iván Márquez issues call to arms », Tiré de <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-49508411>

⁷¹ INSIGHT CRIME (2019). « The Criminal Portfolio of the Ex-FARC Mafia », Tiré de <https://www.insightcrime.org/investigations/criminal-portfolio-ex-farc-mafia/>

⁷² NILSSON, Manuela et GONZALEZ MARÍN, Lucía (2020). « Violent Peace: Local Perceptions of Threat and Insecurity in Post-Conflict Colombia », *International Peacekeeping*, 27(2), p.241

⁷³ THE WORLD BANK. « Intentional homicides (per 100,000 people) - Colombia », Tiré de <https://data.worldbank.org/indicator/VC.IHR.PSRC.P5?locations=CO>

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ ASMANN, Parker et O'REILLY, Eimhin (2020). « InSight Crime's 2019 Homicide Round-Up », *InSight Crime*, Tiré de <https://www.insightcrime.org/news/analysis/insight-crime-2019-homicide-round-up/>

⁷⁶ FUNDACIÓN IDEAS PARA LA PAZ (FIP), (2018). « ¿En qué va la sustitución de cultivos ilícitos? Balance del 2017 y lo que Viene en 2018 », Rapport n°3, Tiré de <http://www.ideaspaz.org/publications/posts/1654>

⁷⁷ NILSSON, Manuela et GONZALEZ MARÍN, Lucía (2020). « Violent Peace: Local Perceptions of Threat and Insecurity in Post-Conflict Colombia », *International Peacekeeping*, 27(2), p.241

⁷⁸ NATION UNIES (2020). « Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur la Colombie », SC/14081, Tiré de <https://www.un.org/press/fr/2020/sc14081.doc.htm>

⁷⁹ CHAMAT MATALLANA, Nicolás (2018). « Multi-Level Collective Efforts For Building Peace Amid Conflict in Colombia », in CONNOLLY, Leslie et POWERS, Laura, Eds., *Local Networks for Peace*, The International Peace Institute, p.27

⁸⁰ LATIN AMERICAN POST (2020). « Colombia: there are more social leaders killed than days of the year 2020 », Tiré de <https://latinamericanpost.com/31699-colombia-there-are-more-social-leaders-killed-than-days-of-the-year-2020>

⁸¹ NATION UNIES (2020). « Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur la Colombie », SC/14081, Tiré de <https://www.un.org/press/fr/2020/sc14081.doc.htm>

⁸² TELESUR (2020), « Social Leader Killed in Colombia, 84 so Far in 2020 », News, Colombia, Tiré de <https://www.telesurenglish.net/news/Social-Leader-Killed-in-Colombia-84-so-Far-in-2020-20200502-0006.html>

⁸³ NATION UNIES, Département de l'information (2020). « Comunicado de Prensa de la Misión de Verificación de la ONU en Colombia », Tiré de <https://colombia.unmissions.org/comunicado-de-prensa-de-la-misi%C3%B3n-de-verificaci%C3%B3n-de-la-onu-en-colombia-0>

⁸⁴ REDACCIÓN POLÍTICA (2020). « Al menos 555 líderes sociales han sido asesinados entre 2016 y 2019: Defensoría del Pueblo », *El Espectador*, Tiré de <https://www.elespectador.com/noticias/politica/al-menos-555-lideres-sociales-han-sido-asesinados-entre-2016-y-2019-defensoria-del-pueblo-articulo-899826/>

⁸⁵ CACEP, COORDINACIÓN SOCIAL Y POLÍTICA MARCHA PATRIÓTICA et INDEPAZ (2019). « Violaciones a los Derechos Humanos en tiempos de Paz », *Informe Especial*, p.6

⁸⁶ *Ibid.*, p.29

⁸⁷ DORAN, Marie-Christine (2020), « Le rôle politique de la mémoire en Colombie et au Chili : imaginaires, mobilisations, institutions », *The Ethics Forum/ Les Ateliers de l'éthique*, 14(2), p. 61.

⁸⁸ SUÁREZ, Juliana (2020). « Colombia: there are more social leaders killed than days of the year 2020 », *Latin American Post*, Tiré de <https://latinamericanpost.com/31699-colombia-there-are-more-social-leaders-killed-than-days-of-the-year-2020>

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ NATIONS UNIES (2020). « Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur la Colombie », SC/14163, Tiré de <https://www.un.org/press/fr/2020/sc14163.doc.htm>

-
- ⁹¹ JEONG, Ho-Won (2005). Cité dans HUNT, Selina (2019). « Grassroots peacebuilding in Colombia: Layers of peace building and their intersections » Faculty of Graduate Studies Online Theses, *Dalhousie University*, Halifax, p.1
- ⁹² HUNT, Selina (2019). « Grassroots peacebuilding in Colombia: Layers of peace building and their intersections » Faculty of Graduate Studies Online Theses, *Dalhousie University*, Halifax, p.34
- ⁹³ LEDERACH, John Paul (1999). « Justpeace - The Challenge of the 21st Century », in *People Building Peace, 35 Inspiring Stories from Around the World*, Utrecht, Netherlands: European Centre for Conflict Prevention, in cooperation with the International Fellowship of Reconciliation and the Coexistence Initiative of State of the World Forum, p.35
- ⁹⁴ HUNT, Selina (2019). « Grassroots peacebuilding in Colombia: Layers of peace building and their intersections » Faculty of Graduate Studies Online Theses, *Dalhousie University*, Halifax, p.69
- ⁹⁵ PALADINI ADELL, Borja (2012). « From Peacebuilding and Human Development Coalitions to Peace Infrastructure in Colombia », in *Peace Infrastructures – Assessing Concept and Practice*, Berghof Handbook Dialogue Series, n°10, Berghof Foundation, p.46.
- ⁹⁶ BEJARANO, Ana (1992). « Democracia y sociedad civil: una introducción teórica » *Revista Análisis Político*, n°15, p.84
- ⁹⁷ MARTÍNEZ MORA, Nathalia et USECHE ALDANA, Óscar (2013). « Preparamos para el post-conflicto o la post-negociación. » *Polisemia*. 9(16), p.11
- ⁹⁸ SACIPA-RODRIGUEZ, Stella et MONTERO, Maritza (Eds.) (2014). « Psychological approaches to peacebuilding in Colombia » Switzerland: Springer International Publishing., p.9
- ⁹⁹ CHAMAT MATALLANA, Nicolás (2018). « Multi-Level Collective Efforts For Building Peace Amid Conflict in Colombia », in CONNOLLY, Leslie et POWERS, Laura, Eds., *Local Networks for Peace*, The International Peace Institute, p.28
- ¹⁰⁰ *Ibid.*
- ¹⁰¹ *Ibid.*, p.27
- ¹⁰² HUNT, Selina (2019). « Grassroots peacebuilding in Colombia: Layers of peace building and their intersections » Faculty of Graduate Studies Online Theses, *Dalhousie University*, Halifax, p.70
- ¹⁰³ CONDUCTIVE SPACE FOR PEACE (2019), « Hope for Peace in Colombia - but only if local leaders have the space to lead », Tiré de <https://www.conducivespace.org/hope-for-peace-in-colombia/>
- ¹⁰⁴ *Ibid.*
- ¹⁰⁵ NILSSON, Manuela (2018). « Building Peace Amidst Violence: An Analysis of Colombia's Policies to Address Security and Development challenges », *Iberoamericana – Nordic Journal of Latin American and Caribbean Studies*, 47(1), p.40
- ¹⁰⁶ PC Zoe (2019). « Nine reasons why Colombians are going on strike », *People Dispatch*, Tiré de <https://peoplesdispatch.org/2019/11/21/nine-reasons-why-colombians-are-going-on-strike/>
- ¹⁰⁷ NILSSON, Manuela et GONZALEZ MARÍN, Lucía (2020). « Violent Peace: Local Perceptions of Threat and Insecurity in Post-Conflict Colombia », *International Peacekeeping*, vol. 27, n°2. p.241
- ¹⁰⁸ *Ibid.*
- ¹⁰⁹ *Ibid.*, p.257
- ¹¹⁰ *Ibid.*, p.240
- ¹¹¹ FIRCHOW, Pamina (2019). « Colombia's long-term peace may depend on support for the Truth Commission », *The Washington Post*, Tiré de <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2019/02/04/colombias-long-term-peace-may-depend-on-support-for-the-truth-commission/>
- ¹¹² CONNAUGHTON, Stacey et BERNS, Jessica (2019), *Locally Led Peacebuilding: Global Case Studies*. Blue Ridge Summit: Rowman & Littlefield Publishers, p.7
- ¹¹³ BARRERA (2018), p. 18, cité dans DORAN, Marie-Christine (2020), « Le rôle politique de la mémoire en Colombie et au Chili : imaginaires, mobilisations, institutions », *The Ethics Forum/ Les Ateliers de l'éthique*, 14(2), pp. 54-55.
- ¹¹⁴ PALADINI ADELL, Borja (2012). « From Peacebuilding and Human Development Coalitions to Peace Infrastructure in Colombia », in *Peace Infrastructures – Assessing Concept and Practice*, Berghof Handbook Dialogue Series, n°10, Berghof Foundation, p.46

-
- ¹¹⁵ DONAIS, Timothy (2009). « Empowerment or Imposition? Dilemmas of Local Ownership in Post-Conflict Peacebuilding Processes », *Peace & Change*, 34(1), p.3
- ¹¹⁶ CONNAUGHTON, Stacey et BERNS, Jessica (2019), *Locally Led Peacebuilding: Global Case Studies*. Blue Ridge Summit: Rowman & Littlefield Publishers, p.6
- ¹¹⁷ LEONARDSSON, Hanna, et RUDD, Gustav (2015). « The ‘Local Turn’ in Peacebuilding: A Literature Review of Effective and Emancipatory Local Peacebuilding. » *Third World Quarterly: The “local turn” in peacebuilding: the liberal peace challenged*, Vol.36, n°5, p.828
- ¹¹⁸ PALADINI ADELL, Borja (2012). « From Peacebuilding and Human Development Coalitions to Peace Infrastructure in Colombia », in *Peace Infrastructures – Assessing Concept and Practice*, Berghof Handbook Dialogue Series, n°10, Berghof Foundation, p.50
- ¹¹⁹ *Ibid.*, p.51
- ¹²⁰ PFEIFFER, Silke (2015). « Territorial peacebuilding in Colombia: the opportunity to do what has not been achieved before? », *NOREF Report*, p.6
- ¹²¹ DONAIS, Timothy (2009). « Empowerment or Imposition? Dilemmas of Local Ownership in Post-Conflict Peacebuilding Processes », *Peace & Change*, 34(1), p.10
- ¹²² NILSSON, Manuela (2018). « Building Peace Amidst Violence: An Analysis of Colombia’s Policies to Address Security and Development challenges », *Iberoamericana – Nordic Journal of Latin American and Caribbean Studies*, 47(1), p.298
- ¹²³ HUNT, Selina (2019). « Grassroots peacebuilding in Colombia: Layers of peace building and their intersections » Faculty of Graduate Studies Online Theses, *Dalhousie University*, Halifax, p.70,
- ¹²⁴ FUNDACIÓN PARA LA RECONCILIACIÓN (s. d.). « Centro de reconciliación », Tiré de <http://fundacionparalareconciliacion.org/centro-de-reconciliacion/>
- ¹²⁵ ANCTIL AVOINE, Priscyll et BOLÍVAR DURÁN, José Fabián (2018). « ‘Toys for Reconciliation’: A Grassroots Peacebuilding Initiative in Bucaramanga, Colombia », *Journal of Peacebuilding and Development*, 13(1), p.69
- ¹²⁶ *Ibid.*, p.67
- ¹²⁷ CONDUCTIVE SPACE FOR PEACE (2019), « Hope for Peace in Colombia - but only if local leaders have the space to lead », Tiré de <https://www.conducivespace.org/hope-for-peace-in-colombia/>
- ¹²⁸ *Ibid.*
- ¹²⁹ *Ibid.*
- ¹³⁰ *Ibid.*
- ¹³¹ JEONG, Ho-Won. (2005), cité dans HUNT, Selina (2019). « Grassroots peacebuilding in Colombia: Layers of peace building and their intersections » Faculty of Graduate Studies Online Theses, *Dalhousie University*, Halifax, p.30
- ¹³² BERMÚDEZ, DÍAZ et FERNÁNDEZ (2018) cité par LAMPREA, María Paula et CELEMÍN, Lorena (s. d.). « Educación para la paz: una construcción cultural desde el arte, el deporte y la lúdica », Fundación para la reconciliación, p.2
- ¹³³ CONNAUGHTON, Stacey et BERNS, Jessica (2019), *Locally Led Peacebuilding : Global Case Studies*. Blue Ridge Summit: Rowman & Littlefield Publishers, p.8
- ¹³⁴ HAMIDI, Marthe Hieve (2018). « Colombia’s Peace and Grassroots Peacebuilding », *Adapt Peacebuilding*, Tiré de <https://adaptpeacebuilding.org/blog/2018/11/2/colombias-peace-and-grassroots-peace-building>
- ¹³⁵ PFEIFFER, Silke (2015). « Territorial peacebuilding in Colombia: the opportunity to do what has not been achieved before? », *NOREF Report*, Tiré de <http://www.files.ethz.ch/isn/192284/d6c6acc131e49dbc761018bfe2951621.pdf>
- ¹³⁶ CONNOLLY, Leslie et CONSIDINE, Sapna (2018). « Local Peacebuilders Share Views on Challenges Sustaining Peace », *Global Observatory*, The International Peace Institute, Tiré de <https://theglobalobservatory.org/2018/04/local-peacebuilders-views-challenges-sustaining-peace/>
- ¹³⁷ *Ibid.*
- ¹³⁸ CONDUCTIVE SPACE FOR PEACE (2019), « Hope for Peace in Colombia - but only if local leaders have the space to lead », Tiré de <https://www.conducivespace.org/hope-for-peace-in-colombia/>

¹³⁹ GRASER, Maximilian, BONATTI, Michelle, EUFEMIA, Luca, MORALES MUÑOZ, Hector, LANA Marcos & LÖHR, Katharina & SIEBER, Stefan (2020). « Peacebuilding in Rural Colombia—A Collective Perception of the Integrated Rural Reform (IRR) in the Department of Caquetá (Amazon) » *Land*, 9(36), p.2

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ *Ibid.* p.12

¹⁴² CANO ARANGO, Stella (2019). « Post-Conflict: The Mass, Systematic Killings of Social Leaders in Colombia », *IMPAKTER*, Tiré de <https://impakter.com/post-conflict-the-mass-systematic-killings-of-social-leaders-in-colombia/>

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ NEWMAN, Edward, PARIS, Roland et RICHMOND, Oliver P. (2009) *New Perspectives on Liberal Peacebuilding*. New York, Tokyo: United Nations University Press, p. 3.

¹⁴⁵ RICHMOND, Oliver (2006). « The problem of peace: understanding the 'liberal peace' », *Conflict, Security and Development*, p.292

¹⁴⁶ LILIA, Jannie, & HÖGLUND, Kristine (2018). « The Role of the External in Local Peacebuilding: Enabling Action—Managing Risk » *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations*, 24(3), p.411

¹⁴⁷ CHANDLER, David (2015), « Reconceptualizing International Intervention: Statebuilding, « Organic Processes » and the Limits of causal Knowledge », *Journal of Intervention and Statebuilding*, 9(1), p.77

¹⁴⁸ Security Council Resolution 2282 (2016), S/RES/2282 (2016) (27 avril 2016), Disponible à https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_res_2282.pdf

¹⁴⁹ General Assembly Resolution 70/262, A/RES/70/262 (27 avril 2016), Disponible à https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/generalassembly/docs/globalcompact/A_RES_70_262.pdf

¹⁵⁰ Security Council Resolution 2261 (2016), S/RES/2261 (2016) (25 janvier 2016), Disponible à <http://unscr.com/en/resolutions/doc/2261>

¹⁵¹ Security Council Resolution 2366 (2017), S/RES/2366 (2017) (10 juillet 2017), Disponible à [https://undocs.org/S/RES/2366\(2017\)](https://undocs.org/S/RES/2366(2017))

¹⁵² QUINTERO, Jorge (2019). « Access to water: the project that unites people in the process of reintegration and a local community in the Cesar Department » *UN Verification Mission in Colombia*, Tiré de <https://colombia.unmissions.org/en/access-water-project-unites-people-process-reintegration-and-local-community-cesar-department>

¹⁵³ UNHRC (2019). « Colombia: UN experts condemn attacks on reintegrated former combatants, urge respect for peace process » Tiré de <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=24673&LangID=E>

¹⁵⁴ NATIONS UNIES, Département de l'information (2020). « En Colombie, la paix durement gagnée doit être protégée et préservée, rappelle l'ONU », Tiré de <https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059732#:~:text=%C2%AB%20La%20paix%20ne%20sera%20pas,a%20pr%C3%A9venu%20Carlos%20Ruiz%20Massieu>.

¹⁵⁵ Security Council Report 239, *United Nations Verification Mission in Colombia Report of the Secretary-General*, S/2020/239 (26 mars 2020), p.15, Disponible à https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2020_239_e.pdf

¹⁵⁶ ASKENOVA, Marina (2018). «The ICC Involvement in Colombia: Walking the Fine Line Between Peace and Justice » dans BERGSMO, Morten et STAHN, Carsten, Eds. *Quality Control in Preliminary Examination: Volume 1*, Torkel Opsahl Academic EPublisher, Bruxelles, p.257

¹⁵⁷ BUREAU DU PROCUREUR (2020). « Le Bureau du Procureur conclut sa mission en Colombie », *Cour pénale internationale*, Tiré de <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=pr1510&ln=fr>

-
- ¹⁵⁸ HYLAND, Steven (2019). « Colombia's Peace Process: the Role of Activists, the Government, and the International Community », *IMPAKTER*, Tiré de <https://impakter.com/colombias-peace-process-the-role-of-activists-the-government-and-the-international-community/>
- ¹⁵⁹ Locally driven peacebuilding (2015). p.2, Repris de <https://www.cla.purdue.edu/ppp/documents/publications/Locally.pdf>
- ¹⁶⁰ CONDUCTIVE SPACE FOR PEACE (2019), « Hope for Peace in Colombia - but only if local leaders have the space to lead », Tiré de <https://www.conducivespace.org/hope-for-peace-in-colombia/>
- ¹⁶¹ *Ibid.*
- ¹⁶² RUIZ, Pablo (2020). «The Colombian Peace Process Effort and COVID-19 », *PRIO Blogs*, Tiré de <https://blogs.prio.org/2020/05/the-colombian-peace-process-effort-and-covid-19/>
- ¹⁶³ HYLAND, Steven (2019). « Colombia's Peace Process: the Role of Activists, the Government, and the International Community », *IMPAKTER*, Tiré de <https://impakter.com/colombias-peace-process-the-role-of-activists-the-government-and-the-international-community/>
- ¹⁶⁴ CONDUCTIVE SPACE FOR PEACE (2019), « Hope for Peace in Colombia - but only if local leaders have the space to lead », Tiré de <https://www.conducivespace.org/hope-for-peace-in-colombia/>
- ¹⁶⁵ HAMIDI, Marthe Hieve (2018). « Colombia's Peace and Grassroots Peacebuilding », *Adapt Peacebuilding*, Tiré de <https://adaptpeacebuilding.org/blog/2018/11/2/colombias-peace-and-grassroots-peace-building>
- ¹⁶⁶ HAMIDI, Marthe Hieve (2018). « Colombia's Peace and Grassroots Peacebuilding », *Adapt Peacebuilding*, Tiré de <https://adaptpeacebuilding.org/blog/2018/11/2/colombias-peace-and-grassroots-peace-building>
- ¹⁶⁷ HYLAND, Steven (2019). « Colombia's Peace Process: the Role of Activists, the Government, and the International Community », *IMPAKTER*, Tiré de <https://impakter.com/colombias-peace-process-the-role-of-activists-the-government-and-the-international-community/>
- ¹⁶⁸ RUIZ, Pablo (2020). « The Colombian Peace Process Effort and COVID-19 », *PRIO Blogs*, Tiré de <https://blogs.prio.org/2020/05/the-colombian-peace-process-effort-and-covid-19/>
- ¹⁶⁹ PARKIN DANIELS, Joe (2020). « Colombian death squads exploiting coronavirus lockdown to kill activists », *The Guardian*, Tiré de <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/23/colombian-groups-exploiting-coronavirus-lockdown-to-kill-activists>